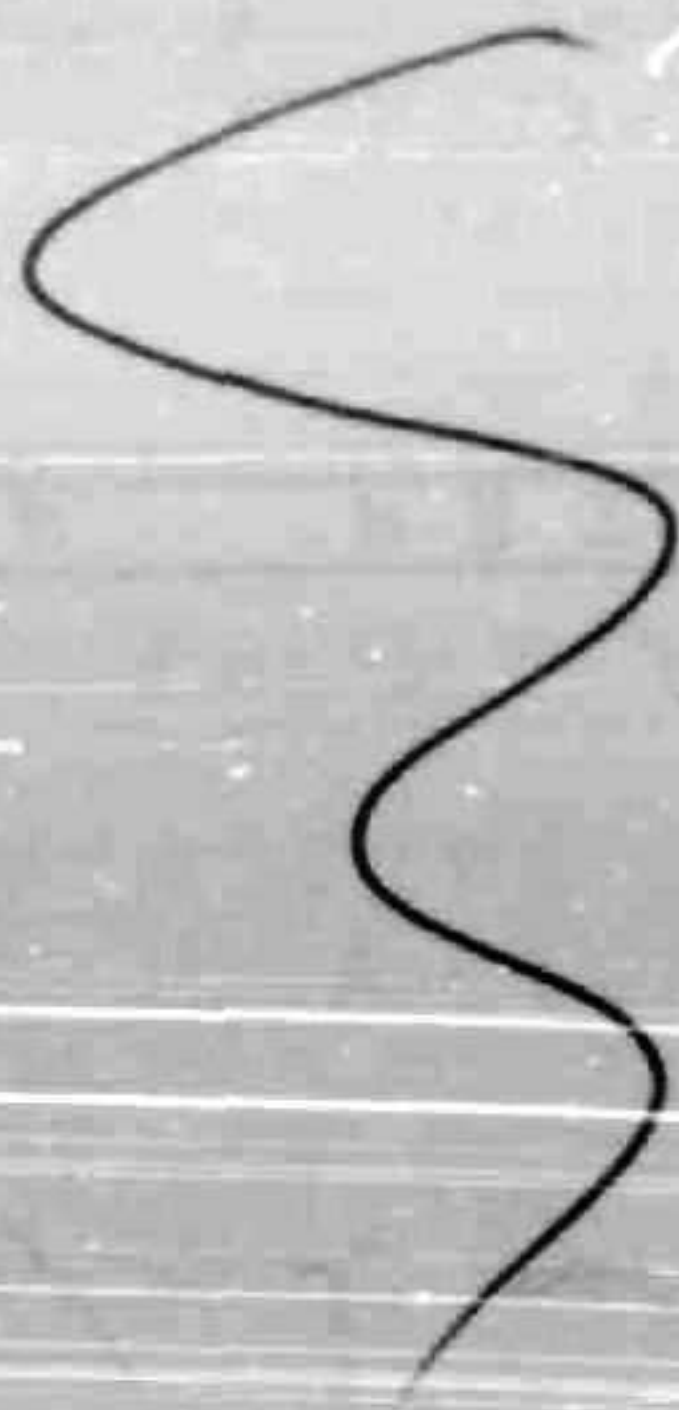


L' INJULAIRE

FRANGAI

1845



CE JOURNAL

PARAIT

TOUTS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jésuites.

A Paris, à l'Office-Correspondance de L'ÉCLAIR et C^{ie}, place de la Bourse, N^o 5, où l'on reçoit les Abonnements.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.



PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 fr.
Un an 16 fr.
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger 24 fr.
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 75 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

Bastia.

La session de 1845 a été ouverte jeudi dernier. Après six mois de silence, la tribune législative va reprendre la parole. Toutes les affirmations de l'opposition recevront une réponse; tous les faits seront examinés, discutés et l'opinion publique sera en mesure de se prononcer avec connaissance de cause et c'est là un très grand avantage pour le pays.

Le discours de la Couronne, que nous reproduisons plus bas, donne le programme de la session qui, à part les grandes questions politiques qui ont été tranchées dans l'interalle législatif, offre aux débats plusieurs discussions relatives aux grands travaux publics entrepris dernièrement et qui s'agit de compléter aujourd'hui : ports, routes, canaux, chemins de fer. Il importe pour la prospérité et les progrès de l'activité sociale que ces sources fécondes de grandeur soient agrandies, étendues. A ces débats purement matériels, viendront s'en joindre d'autres d'un intérêt moral qui compléteront ainsi les travaux de cette session.

Le discours de la couronne pose nettement, franchement toutes les questions qui devront être débattues et si, au fond, le discours est calme, s'il offre peu aux élans et aux entraînements de l'imagination, c'est qu'il reproduit exactement la situation du pays, qui est calme, paisible et qui s'abandonne au cours de la prospérité publique qui se signale sur tous les points à la fois. C'est là un excellent symptôme et qui doit singulièrement rassurer les esprits. Sans doute, à côté de cette tranquillité générale, il est des esprits qui s'inquiètent, s'agitent; qui rêvent encore des révolutions; sans doute, il est des esprits aigris qui prenant souvent leur mécontentement personnel, leurs griefs particuliers pour les malheurs publics, s'exagèrent leurs souffrances et se font les avocats officieux des douleurs qu'ils supposent chez autrui; il faut accepter ce fait sans lui donner une portée qu'il n'a pas; en le réduisant à ses véritables proportions, il cesse d'alarmer. Pour nous, nous espérons que les discussions législatives, qui vont recommencer, dissiperont bien des préjugés, affaibliront bien des craintes, et cette session aura été ainsi doublement utile au pays et parce qu'elle lui aura donné de bonnes lois, des lois positives, pratiques et qu'elle aura ramené beaucoup d'esprits dans le vrai.

DISCOURS DU ROI.

Messieurs les pairs, messieurs les députés.

Au moment où votre dernière session a été close, des complications qui pouvaient devenir graves, étaient l'objet de ma sollicitude. La nécessité de mettre nos possessions d'Afrique à l'abri d'inursions hostiles et répétées, nous avait contraints de porter la guerre dans l'empire du Maroc. Nos braves armées de terre et de mer, dignement commandées, ont atteint avec gloire et en peu de jours, le but indiqué à leur courage. La paix a été aussi promptement la victoire, et l'Algérie, au trois de mes fils ont eu, cette année, l'honneur de servir leur pays, a reçu un double gage de sécurité; car nous avons

prouvé à la fois notre puissance et notre modération.

Mon gouvernement était engagé, avec celui de la reine de la Grande-Bretagne, dans des discussions qui pouvaient faire craindre que les rapports des deux états n'en fussent altérés. Un mutuel esprit de bon vouloir et d'équité a maintenu, entre la France et l'Angleterre, cet heureux accord qui garantit le repos du monde.

Dans la visite que j'ai faite à la reine de la Grande-Bretagne pour lui témoigner le prix que j'attache à l'intimité qui nous unit, et à l'amitié réciproque dont elle m'a donné tant de marques, j'ai été entouré des manifestations les plus satisfaisantes pour la France et pour moi. J'ai recueilli, dans les sentiments qui m'ont été exprimés, de nouveaux gages de la longue durée de cette paix générale qui assure à notre patrie, au dehors une situation digne et forte; au dedans, une prospérité toujours croissante et la jouissance tranquille de ses libertés constitutionnelles.

Mes relations avec toutes les puissances étrangères continuent d'être pacifiques et amicales.

Vous êtes, messieurs, les témoins de l'état prospère de la France. Vous voyez se déployer, sur toutes les parties de notre territoire, notre activité nationale, protégée par des lois sages et recueillant, au sein de l'ordre, le fruit de ses travaux. L'élévation du crédit public, et l'équilibre établi entre nos recettes et nos dépenses annuelles attestent l'heureuse influence de cette situation pour les affaires générales de l'état comme pour le bien-être de tous.

Les lois de finances vous seront incessamment présentées. Des projets de loi pour l'amélioration de nos routes, de nos ports, de notre navigation intérieure, pour l'achèvement de nos chemins de fer et pour divers objets d'utilité générale, seront également soumis à vos délibérations.

Au milieu de la prospérité du pays, le Ciel a béni l'intérieur de ma famille. Il a accru le nombre de mes enfants, et le mariage de mon bien-aimé fils, le duc d'Aumale, avec une princesse qui nous tenait déjà par tant de liens, a été pour moi et tous les miens une vive satisfaction.

Messieurs, la Providence m'a imposé de grands travaux et de douloureuses épreuves. J'en ai accepté le fardeau. Je me suis voué, j'ai voué ma famille au service de ma patrie. Fonder, pour un long avenir, leur union et leur bonheur, c'est là, depuis quatorze ans,

le but de mes constants efforts. J'ai la confiance qu'avec votre loyal concours, Dieu me donnera de l'atteindre, et que la reconnaissance de la France, libre et heureuse, sera le prix de notre dévouement mutuel et l'honneur de mon règne.

Le *Progressif*, en rendant compte des deux déplorable morts qui sont venues affliger le collège royal de Bastia, présente les faits sous un point de vue tout à fait inexact et qui serait de nature plutôt à inspirer qu'à dissiper les inquiétudes des familles. Nous devons les rectifier et dire ce qui s'est passé; ce qui a été fait pour prévenir, autant que possible, les faits que tout le monde a déplorés et rassurer ainsi les parents sur l'état sanitaire de cet établissement qui est excellent et qui, même la semaine dernière, n'était pas du tout à faire naître des craintes, dont nous comprenons toute la légitimité, mais qui, heureusement, ne reposent sur aucun fondement sérieux.

Ce n'est pas dans l'espace de vingt-quatre heures qu'ont succombé les deux malheureux enfants dont on parle, ce qui pourrait faire croire à une épidémie d'autant plus violente et terrible que les coups auraient été plus prompts. Ce n'est pas la même maladie qui a frappé les deux pensionnaires et le mal est assez grand par lui-même sans qu'on l'exagère encore, nous ne savons dans quel but et dans quelles intentions. Le premier a été emporté par une violente attaque de fièvre typhoïde et cérébrale, contre laquelle tous les soins de l'art, le dévouement le plus zélé et le plus empressé ont été employés. Monsieur le proviseur a offert, le premier, au correspondant du malade de faire appeler un médecin ou des médecins étrangers, si celui du collège ne lui inspirait pas une entière confiance. Toutes les ressources de l'art ont été malheureusement impuissantes et si quelque chose pouvait adoucir les regrets que ce malheur a causé, ce serait sans doute la conscience d'avoir rempli son devoir et les témoignages de reconnaissance de la famille qui a su apprécier tout ce qui a été fait.

Huit jours après ce cruel événement, un second décès a eu lieu; mais il venait à la suite d'une longue maladie qui, depuis longtemps, depuis plus de deux ans, s'acharnait après ce malheureux enfant et ne lui laissait que de faibles intervalles de repos. L'autopsie a démontré que c'était là une maladie organique contre laquelle l'art ne peut rien et que ne pouvait développer en aucune façon la situation matérielle du collège et encore moins la direction interne et les soins hygiéniques, qui ne laissent rien à désirer, quoiqu'on affirme le contraire, sans avoir aucun fait à citer à l'appui de cette assertion.

La déplorable coïncidence de ces deux malheurs quelque douloureux qu'ils fussent, ne pouvait pas inquiéter sérieusement les familles, car ils n'étaient pas entre eux comme la cause à l'effet et ils n'accusaient aucun symptôme épidémique, seule circonstance qui aurait commandé des mesures extraordinaires, mesures qui auraient été prises à l'instant, car l'intérêt des familles et du collège était si manifeste qu'il se fût révélé impérieux et immédiat. Nous ne concevons pas qu'on puisse avoir le moindre doute à cet égard.

Quant aux mesures que l'on conseille après coup, on n'a point attendu ces conseils tardifs. M. le recteur s'était hâté d'accourir sur les lieux pour tout voir, tout examiner par lui-même, bien que des rapports journaliers, minutieux lui fussent adressés. A

son arrivée il a pu se convaincre qu'il n'y avait aucun motif de s'alarmer. Le passé était déjà assez triste, sans qu'il fût besoin de rembrunir le présent et d'effrayer l'avenir. Au reste, toutes les précautions ont été prises; le conseil d'administration composé d'hommes compétents, directement intéressés à ce que l'état sanitaire du collège fût satisfaisant, car ils ont presque tous des fils au collège, s'est réuni sous la convocation et la présidence de M. le recteur. La situation matérielle du collège a été sérieusement examinée; des mesures de précaution, nous dirons presque minutieuses, si rien même de ce qui peut paraître superflu pouvait être omis quand il s'agit de la santé d'un établissement public, ont été prises, bien avant que le *Progressif* y eût songé. C'est venir un peu tard pour donner des conseils, quand tout ce qu'on pouvait attendre de la prudence la plus active, des préoccupations les plus paternellement justes a été fait spontanément.

Nous insistons sur ces faits, qui sont à la connaissance de tous, pour dissiper des inquiétudes qu'un article de journal peut bien faire naître au loin, mais qui, de près, disparaissent promptement, quand il est si facile de savoir ici comment les choses se passent et c'est ce qui nous rend difficile à comprendre l'utilité et l'opportunité d'une publication alarmante et qui avait si peu de motifs pour l'être que celle qu'on a faite si légèrement.

Quand à la dernière réflexion de cet article qui paraît cacher, comme le postscriptum d'une lettre, la pensée intime qui l'a dicté, nous n'avons rien à dire, sinon que toutes les personnes qui l'ont lu, ont reconnu un bout d'oreille qui se dissimulait assez mal et franchement la circonstance était assez grave pour qu'on ne s'exposât pas à se voir dire par tout le monde : *Au reste, nous n'ajoutons rien à un mot.* L'état sanitaire du collège n'offre pas la moindre inquiétude légitime : les élèves qui sont sortis jeudi dernier et qui se promenaient dans tous les quartiers de la ville, ont pu rassurer leurs familles et le public sur cette prétendue épidémie, qui n'a jamais existé et que des faits, racontés sans doute avec l'intention, nous voulons le croire, de tranquilliser l'opinion publique, mais présentés sous un point de vue complètement inexact n'auront pas accrédité. Les malheureux événements que nous déplorons plus que personne, mais que nous ne voulons ni ne pouvons dénaturer, ne compromettent pas la prospérité naissante du collège royal de Bastia, qui compte aujourd'hui cent quatorze pensionnaires. La confiance des familles qui s'est donnée, peut se rassurer : l'on n'oublie pas, nous en sommes convaincus, que chargé d'une grande responsabilité on doit tout faire pour éviter les moindres plaintes raisonnables des familles et l'on ferait tout pour aller au devant des inquiétudes les plus exagérées. Quant à la sécurité, qu'il n'est possible commander qu'autant qu'on l'a soi-même, on ne peut l'inspirer qu'après avoir pris les précautions les plus minutieuses et s'être entouré des conseils des hommes les plus graves, les plus compétents et les plus directement intéressés à ce que des craintes légitimes n'existent pas, quant à cette sécurité, disons-nous, elle existe pleinement et le moindre doute ne saurait être établi à cet égard.

On nous prie d'insérer la lettre suivante.

A Monsieur le Rédacteur du *Progressif*.

M. le Rédacteur,

La commune de Serraggio possède une vaste étendue de forêts communales, sur lesquelles l'état avait élevé des prétentions, qui, tôt ou tard auraient fini pour être reconnues insoutenables. La commune, pièces en mains, avait au moins le droit de les croire telles, et elle se préparait à recourir à la voie judiciaire, lorsqu'un beau matin, le 27 février dernier si je ne me trompe, elle apprit qu'elle n'avait plus rien à prétendre sur les forêts en question. Dix individus de la commune, au nombre desquels se trouvaient le maire, l'adjoint et la majorité des membres du conseil municipal, agissant en leurs propres et privés noms, s'en étaient déclarés propriétaires et en avaient vendus les arbres, au prix de 20 centimes par pied, à un sieur Gatti, étranger, qui avait versé une certaine somme d'argent à titre d'arrhes. L'é-

tonnement et l'indignation des habitants de Serraggio, à la nouvelle d'un pareil acte, sont faciles à deviner. On voulut les apaiser et une assignation au possesseur fut notifiée, au nom de la commune, à M. le préfet. L'instance introduite devant M. le juge de paix, les vendeurs parvinrent à se faire recevoir intervenants en cause, et ils travaillaient sourdement, pour se faire déclarer possesseurs de toutes les forêts. En attendant une ordonnance royale, provoquée par l'administration intermédiaire, qui dirige avec autant de lumières que de probité et de droiture la préfecture de la Corse, a prononcé la destitution du maire et de l'adjoint, ainsi que la dissolution du conseil municipal.

Désappointés de cette décision inattendue et craignant, sans fondement peut-être, d'être tenus à des dommages intérêts, les vendeurs, s'affublant du masque des intérêts communs, ont, le jour fixé pour l'élection, signé un acte, au moyen duquel les candidats aspirant à faire partie du conseil municipal s'obligent, entre autres choses, à reconnaître la validité de la vente consentie en faveur du sieur Gatti. C'était arrêter d'avance la spoliation de la commune. Or, j'ai cru, qu'en présence d'un pareil acte, je devais à mon honneur, à la confiance dont l'administration a voulu bien m'honorer de donner aux électeurs le temps de réfléchir au vote décisif qu'ils allaient déposer. Voilà la réponse que j'avais droit de faire pour ma justification à l'accusation portée contre moi sous la foi de votre correspondant de Serraggio dans le numéro du 26 de ce mois de votre journal.

Le public est à même de juger maintenant de quel côté est le cynisme et l'arbitraire, et qui de moi ou de mes accusateurs, est intéressé à maintenir le trouble dans une commune naguère si paisible. Une chose m'honore, si je pouvais vous croire de bonne foi, c'est que vos sympathies soient accordées aux spoliateurs des communes, tandis que vous vous posez en champion des intérêts populaires. J'aurais aussi le droit de m'étonner, que vous preniez fait et cause pour un ancien fonctionnaire décri par une ordonnance royale, lorsqu'il s'agit du même individu, qu'il y a un an, vous appeliez le satellite de M. Jourdan, le Benjamin de la préfecture.

Je réclame de votre obligeance, et au besoin je réquiers, l'insertion de la présente dans votre plus prochain numéro. J'aurais désiré, pour l'honneur et le bien de ma commune, que le public n'eût jamais été initié à ces tristes débats, mais puisque mes adversaires m'ont appelé sur ce terrain, j'ai dû les y suivre.

Agréez, etc.

Le maire provisoire de Serraggio,

Joseph BATTISTI.

Serraggio, le 31 décembre 1844.

— Par ordonnance du 25 décembre le bureau de Canari (Corse) est ouvert à l'importation des céréales.

— Le CONSTITUTIONNEL, rue Montmartre, 421, à Paris, 48 fr. pour un an, 24 fr. pour six mois, 12 fr. pour trois mois; REPENDRA LE 16 JANVIER 1845, LA PUBLICATION DU JUIF-ERRANT, PAR M. EUGÈNE SUE. On sait que c'est au 15 janvier 1845 qu'expire pour le Constitutionnel le droit de donner sans frais à ses abonnés nouveaux tout ce qui a paru du JUIF-ERRANT, c'est-à-dire près de cinq volumes.

Les personnes qui voudront jouir de cet avantage et suivre dans le Constitutionnel la lecture de ce roman, pourront donc s'inscrire comme abonnés nouveaux à dater : 1° du 1^{er} janvier 1845, 2° du 15 janvier 1845.

Le Constitutionnel fera paraître de suite et sans interruption la fin du cinquième volume et le sixième volume tout entier. Il ne restera plus alors à publier que quatre volumes du JUIF-ERRANT. Après le JUIF-ERRANT, M. EUGÈNE SUE donnera dans le Constitutionnel un roman nouveau ayant pour titre : LES SEPT PÊCHES CAPITAUX, divisé en sept parties.

Les directeurs des postes, les principaux libraires et les bureaux de toutes les messageries, se chargent de faire des abonnements au Constitutionnel.

Toute demande d'abonnement non accompagnée

du paiement sera considérée comme non avenue. Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

— LA PRESSE paraît depuis le 1^{er} décembre dans le grand format DES DÉBATS.

Par l'augmentation de son format, et ses nouvelles conditions d'abonnement (40 fr. pour Paris, 48 fr. pour les départements) LA PRESSE a l'avantage :

Sur le Journal des Débats — A FORMAT ÉGAL — de ne coûter, au lieu de 80 fr. que 48 et 40 fr.

Sur le Siècle, le Constitutionnel, etc. — A PRIX ÉGAL — de donner une feuille presque double des leurs, imprimée en CARACTÈRES PLUS GROS et par conséquent PLUS LISIBLES; et enfin, de publier avec beaucoup plus d'étendue un feuilleton quotidien, le compte-rendu des chambres, les nouvelles et faits divers, les tribunaux, les nouvelles littéraires et étrangères, etc., etc.

LA PRESSE a commencé le 3 décembre la publication DES PAYSANS, scène de la vie de campagne, en huit volumes, par M. DE BALZAC.

Dans le courant de décembre et immédiatement après la première partie DES PAYSANS, LA PRESSE publiera LA REINE MARGOT, roman par M. ALEXANDRE DUMAS.

TOUTES LES PERSONNES QUI S'ABONNERONT À LA PRESSE, À PARTIR DU 1^{er} ET DU 15 JANVIER, RECEVRONT, SANS FRAIS, TOUS LES FEUILLETONS DES PAYSANS PAR M. DE BALZAC, ET DE LA REINE MARGOT PAR M. ALEXANDRE DUMAS, QUI AURONT PARU AVANT LE JOUR DE LEUR SOUSCRIPTION.

Indiquer, en souscrivant, qu'il s'agit d'un abonnement nouveau et non d'un renouvellement.



Un des paquebots à vapeur de la compagnie Valéry, partira de Bastia pour Ajaccio le samedi 11 du courant en relâchant à l'île Rousse et Calvi. Il repartira d'Ajaccio pour Bastia le 13 au soir.

La Letizia partira de Bastia pour Marseille le dimanche 12 du courant et repartira pour Bastia le dimanche 19.

Nouvelles Diverses.

C'est à tort qu'on a fait courir le bruit qu'Abdel-Kader avait repart pour la frontière du Maroc et était parvenu à soulever les tribus du littoral. Des lettres du général Lamoricière, appuyées de faits très positifs, annoncent que l'émir est toujours gardé, dans une petite ville du Maroc, par les troupes de l'empereur. Abderrahman paraît avoir exécuté fidèlement jusqu'ici les clauses du traité qu'il a fait avec la France; il a rendu compte plusieurs fois des mesures par lui prises pour surveiller la personne du chef arabe; dernièrement, il a fait savoir aux autorités françaises, qu'Abdel-Kader avait envoyé des émissaires jusqu'aux environs de Fes, et que les populations marocaines étaient restées sages à sa voix. En présence de ces faits, il est difficile de penser que l'émir puisse de long-temps reprendre l'offensive contre la France. (Revue de Paris.)

— Le Morning-Chronicle dit tenir de bonne source que l'on a reçu à Paris des lettres de l'amiral Dupetit-Thouars datées de Rio-Janeiro. L'amiral annonce être instruit du désaveu et de la sensation que cet acte du gouvernement a produit en France. Il en parle lui-même en termes fort mesurés. « Je n'ai, dit-il, fait que mon devoir, et c'était au gouvernement, et au gouvernement seul qu'il appartenait de se prononcer sur la question de la souveraineté. » L'amiral déclare, d'ailleurs, qu'il n'acceptera pas l'épée d'honneur que l'on veut lui offrir, parce que cette manifestation implique le blâme d'un acte du gouvernement.

— Le discours du roi prononcé pour l'ouverture de la session des chambres a dû paraître le 27 dans les journaux de Londres. A une heure et trois minutes (au moment où le canon annonçait que le roi quittait les Tuileries pour se rendre à la chambre), un convoi spécial est parti de la rue Saint-Lazare pour Rouen; le trajet s'est fait avec une vitesse extraordinaire et sans exemple. Les cent trente-deux

kilomètres qui séparent Paris de Rouen ont été parcourus en une heure trente-huit minutes. A l'arrivée du convoi à Rouen, un courrier est parti pour Dieppe où un bateau à vapeur était chauffé et prêt à partir pour Brighton, d'où un train spécial a porté le discours à Londres.

— On écrit de Madrid : Un incident grave a signalé la séance du congrès du 21. Trois projets particuliers avaient été présentés par MM. de Viluma, González-Morón, Gola, et cortés du nombre des députés nécessaires pour les signer. Le président après en avoir donné lecture, a exprimé le doute de savoir s'ils devaient être considérés comme des amendements, devant être discutés concurremment avec le projet de gouvernement, ou des projets de loi séparés, devant suivre la fortune ordinaire de ces sortes de projets, c'est-à-dire devant être soumis à la délibération des bureaux (secciónes); et, dans le cas où ils en autoriseraient la lecture, renvoyés devant une commission ad hoc, rapportés, discutés séparément, etc., on regarda comme nuls et non avenue, si les bureaux n'en autorisaient pas la lecture. C'est donc ainsi posée que la question a été discutée.

Le ministre des finances a établi que l'on ne pouvait considérer comme amendements des projets entièrement contraires à l'esprit de celui du gouvernement.

« Jamais le ministère », a dit M. Mon, ne souffrira que les lois se votent par surprise. Que veut-on aujourd'hui? On veut sous prétexte d'amendement, introduire des projets diamétralement opposés à ceux que le gouvernement propose et doit proposer plus tard. N'est-ce pas agir par surprise? Qu'on présente franchement ses opinions, le pays jugera, et il verra qu'on agit avec franchise; mais il verra le contraire si on veut introduire un projet d'une manière déloyale (de una manera ratera)...

Ces paroles de M. Mon ont soulevé des vives interpellations, à la suite desquelles M. le marquis de Viluma, M. le duc d'Abrantes, et plusieurs autres députés, ont déposé leur démission sur le bureau du président de la chambre. Le soir tous les députés signataires de l'amendement présenté par M. Viluma, à l'exception toutefois de M. Yanez, ont suivi le même exemple; le nombre des démissionnaires est de 23.

— Le brouillard qui avait enveloppé Paris dans la journée du 26 décembre a été la cause d'un grand nombre d'accidents. On ne se voyait presque point à quatre pas et on n'était averti de la présence d'un corps par une vague silhouette que lorsqu'il n'était plus temps de l'éviter. Sur les boulevards les cochers des voitures publiques allaient au pas; et menaient leurs chevaux par la main.

— On parle au ministère de la marine de la création prochaine d'écoles gratuites d'hydrographie et de navigation, qui seraient établies dans nos principaux ports. Ces écoles, particulièrement affectées aux classes pauvres de nos places maritimes, seraient destinées à leur apprendre les notions théoriques de la science nautique. Indépendamment de l'instruction scientifique, on y organiserait des cours élémentaires semblables à ceux de nos écoles primaires. Par ce moyen, les enfants de nos marins, envoyés dès leur bas âge à l'école d'hydrographie, pourraient y acquérir une éducation complète. On affirme que ce projet, dont il est question depuis longtemps, et qui a toute la sympathie de M. le prince de Joinville, sera bientôt mis à exécution. (Revue de Paris.)

— On lit dans le *Mémorial d'Ajaccio* du 15 décembre : « La cueillette des olives a commencé dans l'arrondissement. La récolte est d'une abondance peu commune; mais la qualité du fruit laissera peut-être un peu à désirer, bien que nos campagnes soient infiniment plus favorisées, à ce qu'il paraît, que celles de la Provence et du Bas-Languedoc, où les olives, très abondantes, comme chez nous, ont été attaquées cette année d'une manière extraordinaire par le ver dont la destruction préoccupe de plus en plus les sociétés d'agriculture. »

— Les hospices de Paris viennent de recueillir une libéralité d'une haute importance et qui doit mettre l'administration de ces établissements, déjà richement dotés, en état de secourir plus efficacement les indigents, pour lesquels les bureaux de bienfaisance ont souvent recours à la charité publique. Un homme généreux et bienfaisant, M. Turquin, a voulu que

sa fortune opulente devint le patrimoine des pauvres, auxquels, par son testament, il laisse une succession qui ne s'élève pas, dit-on, à moins de neuf millions de francs.

— Un tremblement de terre s'est fait ressentir en Savoie, dans la nuit du 10 décembre. L'effet a été si violent sur quelques points que, dans les appartements agités par la secousse, les meubles ont été ébranlés avec fracas et secoués au point de renverser sur les tables des verres et autres objets de ce genre. Aucun accident, pourtant, n'est à déplorer. Ce tremblement de terre coïncide avec celui qui s'est fait ressentir dans une des vallées des Pyrénées, et dont nous avons parlé d'après les journaux de la localité.

— Un Italien a passé, ces jours derniers, à Marseille, se rendant à Paris pour y soumettre, à l'examen des savants, les résultats d'une découverte au génie ingénieux qu'intéressante.

Il ne s'agit de rien moins que d'un procédé qui rend tous les corps végétaux et animaux susceptibles d'une conservation indéfinie. Ce procédé n'altère ni ne diminue le corps lui-même, ni ses accessoires qui restent tels qu'ils étaient dans leur état de nature. Ainsi les cheveux, la barbe gardent leur couleur et leur souplesse; il en est de même des plumes des oiseaux ou des poils des animaux soumis à ces préparations.

Les fleurs ainsi traitées conservent à jamais leur fraîcheur et leurs couleurs; ce procédé ouvre ainsi à la science botanique un avenir d'économie et une facilité d'importation qui agrandit considérablement le domaine de cette science.

Le procédé auquel sont soumis les corps des animaux a pour but de leur donner la dureté de la pierre ou du marbre. Ainsi un cadavre humain pourra, grâce à cette invention, devenir statue!

Nous avons vu une partie d'un fœtus qui avait le poil de la pierre et une dureté telle qu'avec ce fœtus on pouvait enfoncer des clous dans un mur. Il nous a été assuré que des matières animales ainsi préparées pourraient être soumises à l'action du feu jusqu'à 100 degrés de chaleur, sans subir la moindre altération.

Nous avons vu aussi des mains d'hommes et d'enfants, des sangsue gorgées de sang, des petits poissons, tous ces divers corps parfaitement conservés et rendus aussi durs que le marbre.

Il est facile de concevoir l'importance d'une telle découverte, soit pour la science anatomique, soit surtout pour l'histoire naturelle.

Nous ne pouvons, pour le moment, rien dire de plus de ce procédé merveilleux, et nous attendrons avec impatience les nouvelles qui nous reviendront de Paris sur une invention destinée à jouer un grand rôle dans le monde savant, et dont l'Académie des Sciences s'occupera sans aucun doute.

(Nouvellette de Marseille.)

— Un sculpteur de Florence termine en ce moment le monument élevé à la mémoire de Lucien Bonaparte par sa veuve. Ce monument est en marbre blanc de la plus belle qualité italienne, sa hauteur est de neuf bras florentins, et sa largeur de cinq. Plusieurs figures allégoriques se détachent en haut-relief (alto rilievo). Elles sont dominées par les figures de Lucien Bonaparte et de sa veuve. Le monument portera l'épithaphe dont voici le modèle :

CI GIT
LUCIEN BONAPARTE, fils de CHARLES BONAPARTE
ET DE LORETTA RANDOLINI,
Né en Corse, à Ajaccio, l'an 1778.
Religieux, vaillant, charitable.

Comme citoyen français, son patriotisme éclairé, son éloquentisme politique, ses travaux législatifs et diplomatiques sont déjà consignés dans l'histoire; l'appel d'un ostracisme non mérité, Rome l'accueillit honorablement.

Il préféra l'obscurité de la vie privée et la couronne décernée à son mérite par l'opinion des savants et des justes, aux autres couronnes éphémères qui lui furent offertes;

Dans l'année 1813, le souverain pontife Pie VII, de glorieuse et sainte mémoire, le créa prince de Canino, en signe des sentiments dont il l'honorait. Il vécut 65 ans.

Mort à Viterbe, le 29 juin 1840, jour de la fête de Saint-Pierre, sous le manteau duquel il a trouvé asile et protection dans ses malheurs, dont il a chanté l'église délivrée dans une majestueuse épopée.

Sa mort sublime et chrétienne fut digne de sa vie, comme sa belle vie lui méritait la grâce d'une telle mort.

ALEXANDRINE DE BLESCHAMP, son épouse, a élevé ce tombeau à Lui et à Elle.

Un concours est établi pour la traduction de cette épithaphe en langue latine.

VARIÉTÉS.

Parmi les caries de visite et les billets du 1^{er} de l'an, au milieu des bonbons les plus exquis, des dragées les plus délicates, dans un cartonnage des mieux enjolivés nous avons trouvé la lettre suivante : — Est-ce un piège tendu à notre bonne foi et à l'innocence candide de notre confrère, est-ce une mystification, une promesse électorale, une tentative de corruption, un de ces marchés clandestins que nos incorruptibles républicains seraient d'autant plus en droit de signaler à l'indignation publique qu'on voudrait leur en faire payer les frais, est-ce un puff en fin, ou bien quelque chose de réel, quelque sous-entendu, une allégorie sous des signes hiéroglyphiques, quelque sage avertissement bon à recueillir ? — Au lecteur le problème. Voici la lettre :

Au Rédacteur du *Insulaire*.

Eternne mignonne. — Veuillez, Monsieur, insérer dans votre journal les quatre annonces suivantes et recevoir en retour quatre mandats de mille francs chaque payables à vue sur la caisse du *Progressif*.

Voici maintenant les annonces.

Sous presse pour paraître en 1845.

1^o HYGIÈNE POLITIQUE. Traité de l'art de conserver sa place, ouvrage éminemment utile à tous ceux qui ont de gros émoluments sans rien faire, avec cette épigraphe : *Lavez votre linge sale en famille* : maxime très sage de l'empereur Napoléon.

2^o GRANDE COALITION d'infiniment petits industriels contre un vicomte de vieille roche qui déroge au point de placer son argent dans des entreprises agricoles ou commerciales, ou soit l'insurrection prêchée dans les estaminets contre l'introduction de la culture du tabac en Corse.

3^o NOUVELLE MÉTHODE pour avoir toujours de l'argent de reste : à l'usage des gardiens de mœurs publiques, divisée en cinquante chapitres, tels que les suivants : Chapitre 1^{er} De la manière de prendre congé du restaurant — Chapitre 2. De la manière de recevoir le commis du marchand tailleur. — Chapitre 3. De la manière de solder les comptes du cordonnier, etc., etc. Précédée d'une courte notice sur les égards dus à messieurs les huissiers.

4^o TRÈS MERVEILLEUSE, TRÈS ÉTONNANTE DÉCOUVERTE D'ALCHIMIE, par un ami de l'humanité, d'un choix sympathique dont la vertu est reconnue souveraine pour empêcher les riches testateurs de changer leur dernière volonté : trois mille francs la potion fixe. S'adresser au docteur (le nom n'est point fictif.)

— Un écrivain auquel ses sympathies pour les souffrances humaines ont créé une réputation à part, l'auteur du *Riche et pauvre*, du *Mât de cocagne* et de la *Goutte d'eau*, va commencer, dans le feuilleton de la *Démocratie pacifique*, une publication importante sous le titre : *Les Réprouvés et les Elus*. Lui-même explique le but de son œuvre en racontant une vieille légende bretonne, dans laquelle le Christ est appelé à prononcer l'arrêt sur deux bandes de morts déjà jugés par le monde. « Jésus fait sortir de leurs rangs un certain nombre de réprouvés et d'élus, il les touche du doigt et l'ange qui les conduit voit avec étonnement que dans le cœur de beaucoup d'élus se tord un serpent, tandis que dans celui de beaucoup de réprouvés brille une étoile : alors Jésus dit : « Chacun de ces serpents est un vice secret qui a empoisonné toutes les actions de ceux-ci, et chacune de ces étoiles est un amour caché qui a racheté les fautes de ceux-là. Ne crois donc plus aux jugements du monde, car il ne s'arrête qu'aux apparences, mais efforce-toi de faire connaître, par tous les moyens et à tous, quels sont les véritables élus et les véritables réprouvés. »





L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

TEXTE
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 fr.
Un an 16 fr.
Pour le Continent 50 fr.
Pour l'Étranger... 24 fr.
PREMIER
Diverses 40 c.
Judiciaires 35 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées francs.

Bastia.

ne supposait pas, avant tout l'impartialité et la justice.

La presse légitimiste donc qui est très dépendante de ses passions, de ses chefs de ses inimitiés, de ses préjugés et qui n'est pas plantée sur le maintien de l'ordre actuel que la presse radicale, ne se trouvera pas plus que elle ne pénétrera les conditions qui donneraient à ses appréciations quelque valeur sérieuse, de nature à influencer d'une manière utile l'opinion publique. Alors qu'il y a lieu d'une discussion calme, vous ne rencontrez pas un pamphlet, il faut bien entrer en défiance d'un plaidoyer qui dissimule si mal des passions qui sont directement intéressées à vous tromper. Le zèle même, qu'on a déployé tout récemment, avec un fanatisme si exemplaire, à l'endroit des réformes les plus radicales, n'est qu'une nouvelle preuve de la réalité de cette conversion si bruyante, du despotisme à la liberté, et qui doit tenir le public en éveil sur la probabilité de vues et d'intentions de la presse légitimiste et donner la mesure de ce qu'on doit penser de son impartialité et de sa sincérité.

Quant à la presse d'opposition proprement dite, qui accepte comme point de départ la constitution de 1830, qui ne veut que la consolider, à ce qu'elle assure et qui, pour arriver là, emploie le moyen le plus propre à la détruire, en se ralliant à des accusations dénuées de fondement, ces et qui semblent donner raison aux apôtres des restaurations rouge et blanche; quant à cette presse, ce qu'elle poursuit ce n'est que le triomphe d'un principe ou d'une utopie, principe et utopie que l'on a jugés à l'œuvre, mais le triomphe de quelques hommes, qui, bien entendu, doivent faire prospérer la France et l'élever, comme par enchantement, à un degré de splendeur et de force inconnues. Par la grandeur du but ambitieux, il est facile de concevoir toute l'étroitesse du point de vue où cette partie de la presse est placée. Les appréciations mesquines, intéressées qu'elle fera des hommes et des choses et le degré d'impartialité et de vérité qu'on peut trouver en elle. Il est une chose bien évidente, c'est que l'ennemi qu'on attaque doit être chargé de tous les crimes imaginables, que tous ses actes doivent être des maladroites, des fautes, des trahisons, car autrement comment en arriverait-on à voir monter au capitole les hommes qu'on protège, dont on ne dépend pas le moins du monde, avec lesquels on n'espère en aucune façon partager les avantages du triomphe, car le désintéressement le plus patriarcal est la première vertu de ces apôtres de renversement ministériel, ce qui ne les empêche pas de demander force destitutions. Il faut donc, coûte que coûte, prouver chaque jour à la France qu'elle est trahie et que ses affaires ne seront parfaitement réglées qu'autant que les patrons de telle ou telle feuille seront investis des ministères et des fonctions secondaires. Il est vrai que l'opposition a vu ses hommes au pouvoir; qu'ils ont été indignement attaqués par cette même presse radicale et légitimiste avec laquelle on vit en si bon accord aujourd'hui, et que les mêmes injures ne manqueraient pas de se reproduire, les mêmes hommes revenant au pouvoir, et cela doit être; car si l'opposition trouve que ses hommes seuls sont capables de bien diriger les affaires de la France, les radicaux et les légitimistes sont aussi convaincus que leurs principes et leurs hommes, à eux, sont seuls en état de protéger la France et ils s'accrocheraient assez mal des patrons du Siècle et du Constitutionnel: ils ne les accepteraient donc que comme transition très rapide. Comme la popularité est chose qui dure peu, les nouveaux ministres qui sans doute, pour rester fidèles à leurs professions

de foi, voudraient demeurer dans la constitution, seraient bientôt mis hors la loi et deviendraient traités à la patrie, parce qu'ils ne voudraient point prendre leurs inspirations près des deux presses hostiles. La liberté dont on jouit dans ces partis est petite. Elle est à peu près comme leur indépendance: liberté, à la condition de faire tout ce que veulent les ennemis de la constitution; indépendance, à condition d'épouser toutes leurs passions et d'être des instruments dociles entre leurs mains; indépendance, à condition de haïr ce qu'ils détestent et de mettre ses rancunes au service de leurs antipathies. Ne voilà-t-il pas une admirable liberté, une bien digne indépendance?

Que conclure de ceci? C'est qu'on ne doit pas aller demander aux journaux de l'opposition de toutes les couleurs une opinion sur les événements, mais que tout homme, qui tient à conserver son libre arbitre, doit puiser cette opinion dans ses propres réflexions, dans l'étude calme et réfléchie des faits bien constatés. Dans l'opposition radicale, légitimiste, de gauche, de droite, de gauche etc., il y a trop de passions en feu — appeler les grandes, nobles, sublimes si vous voulez, nous ne disputons pas sur l'idée que vous vous faites de votre grandeur — mais ce ne sont pas moins des passions qui vous guident et elles sont de mauvaises conseillères et de pires juges quand il s'agit d'apprécier leurs adversaires. Les fractions des journaux de l'opposition, qui sont si évidemment intéressés à mal voir, qui ont tant de raisons pour condamner sans examiner, qui, par politique, par habileté, par tactique doivent trouver mauvais et détestable ce que ne font ni leurs principes ni leurs hommes, ce fracas quelque bruyant, quelque bien arrangé, combiné qu'il soit, ne prouve qu'une chose, c'est que l'opposition s'impatiente de plus en plus de voir que le pays s'obstine à ne vouloir ni de ses hommes, ni de ses principes, ni de ses remèdes infaillibles. Nous concevons son dépit; mais ce que nous concevons moins c'est qu'un esprit sérieux se laisse influencer par tout ce vain et stérile retentissement.

Dimanche dernier à une heure après midi des cris déchirants partaient d'une maison de la rue Saint-Jean à Bastia. A la fenêtre se trouvait un jeune homme dont les vêtements étaient enflammés et qui implorait des secours. Bientôt effrayée par la douleur cette jeune personne descendit et voulut sortir, comme si elle eût pu fuir le danger qui était attaché après elle et que sa course ne faisait qu'augmenter. Plusieurs personnes effrayées prenaient la fuite, au lieu de lui porter secours. C'est alors que le sieur Alessandri, capitaine marin, n'écouterant que la voix de la pitié et suivant les impulsions de son courage, se précipita dans la maison et étouffant contre sa poitrine la malheureuse victime, s'efforça d'étouffer les flammes et d'arracher les lambeaux de ses vêtements qui brûlaient encore. Mais malheureusement le secours arrivait trop tard et malgré les efforts généreux du S^r Alessandri, qui a eu une main gravement brûlée, l'infortunée avait reçu des blessures telles que bientôt tout espoir de la sauver a été perdu. Après vingt-quatre heures d'horribles souffrances, la demoiselle Antoinette Sisco a succombé aux ravages que les flammes avaient exercés sur elle. Nous ne saurions trop faire ressortir le courageux dévouement du brave marin qui s'est exposé aux plus grands dangers pour sauver cette infortunée. La presse n'a malheureusement que trop d'occasions de signaler ces déplorable accidents contre lesquels il n'est qu'un remède, qui est d'étouffer les flammes soit en se jetant par terre, soit en s'enveloppant et en se serrant dans

C'est cette recommandation du Christ que l'auteur des *Réprouvés* et des *Elus* s'est efforcé de suivre dans son œuvre; il tâche de réformer les jugements de la terre en faisant voir le serpent au cœur de ses élus et l'étoile au cœur de ses réprouvés.

Le roman de M. EMILE SOUVESTRE, en quatre volumes, sera suivi de LA DERNIÈRE FÉE, par M. FRÉDÉRIC SOULIÉ. LA DERNIÈRE FÉE continue à publier des feuilletons spéciaux sur la chasse, l'histoire naturelle et l'horticulture.

Les personnes qui s'abonneront à la *Démocratie pacifique* à partir du 1^{er} janvier, recevront, sans frais, tout ce qui aura paru du roman de M. EMILE SOUVESTRE.

Les abonnements partent du 1^{er} et du 16 de chaque mois. Le prix est de 12 fr. par trimestre pour Paris et les départements. — S'adresser franco rue de Seine, 10, au bureau du journal, et à tous les libraires et directeurs de postes et des messageries.

VENTES AU PROFIT DU DÉPARTEMENT.

— Par acte en date du 30 avril 1844, dûment enregistré et transcrit, passé par devant M. le sous-préfet de Bastia, la dame Marie Félicité, veuve Casanova, propriétaire à St-Martino, tant en son nom qu'au nom de ses enfants mineurs dont elle est tutrice et à ce autorisé par qui de droit, a cédé au département de la Corse, pour l'ouverture de la route départementale de Bastia à Macinaggio, une maison sise au lieu dit Grigione, territoire de St-Martino, pour prix et valeur de 769 fr. 31 cent.

Le présent avis est donné pour remplir le vœu des articles 16, 17, 18 et 19 de la loi du 3 mai 1841.

Le sous-préfet de Bastia,
Signé: MORATI.

— Par acte passé le 24 décembre 1844, par devant M. le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia, dûment enregistré et transcrit; le sieur Anziani Simon-Pierre, propriétaire à St-Martino de Lota, a cédé au département de la Corse, pour l'ouverture de la route départementale de Bastia à Macinaggio, trois ares 15 centiares de terrain complanté en vigne situé au lieu dit Miamo, territoire de St-Martino, pour prix et valeur de 150 fr. 75 cent.

— Par acte passé le 24 décembre 1844, par devant M. le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia, dûment enregistré et transcrit; le sieur Anziani Joseph, propriétaire à St-Martino de Lota, a cédé au département de la Corse, pour l'ouverture de la route départementale de Bastia à Macinaggio, six ares 60 centiares de terrain complanté en vigne situé au lieu dit Licciola, territoire de St-Martino, pour prix et valeur de 396 fr. non compris 80 fr. pour frais de clôture.

— Par acte passé le 24 décembre 1844, par devant M. le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia, dûment enregistré et transcrit; le sieur Caraffa François-Marie, propriétaire à St-Martino de Lota, a cédé au département de la Corse, pour l'ouverture de la route départementale de Bastia à Macinaggio, une are 17 centiares de terrain labourable avec des arbres fruitiers situé au lieu dit Miamo, territoire de St-Martino de Lota, pour prix et valeur de 95 fr. 85 cent.

— Par acte passé le 24 décembre 1844, par devant M. le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia, dûment enregistré et transcrit; le sieur Anziani Jean-Luc, propriétaire à St-Martino de Lota, a cédé au département de la Corse, pour l'ouverture de la route départementale de Bastia à Macinaggio, trois centiares de terrain complanté en vigne situé au lieu dit Miamo, territoire de St-Martino, pour prix et valeur de 12 francs.

— Par acte passé le 24 décembre 1844, par devant M. le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia, dûment enregistré et transcrit; le sieur Tomasini Dominique-Vincent, propriétaire et juge de paix à St-Martino de Lota, a cédé au département de la Corse, pour l'ouverture de la route départementale de Bastia à Macinaggio, quatre ares 28 centiares de terrain complanté en vigne situé au lieu dit Miamo, territoire de St-Martino, pour prix et valeur de 301 fr. 36 cent. non compris celle de 61 fr. 20 cent. pour autres dommages.

— Par acte passé le 24 décembre 1844, par devant M. le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia,

dûment enregistré et transcrit, les sieurs Jean-Luc et Joseph frères Anziani, propriétaires à St-Martino de Lota, ont cédé au département de la Corse, pour l'ouverture de la route départementale de Bastia à Macinaggio, une are 15 centiares de terrain labourable avec oliviers situé au lieu dit Miamo, territoire de St-Martino, pour prix et valeur de 151 fr. 60 c.

— Par acte passé le 24 décembre 1844, par devant M. le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia, dûment enregistré et transcrit; le sieur Anziani Fabien, propriétaire à St-Martino de Lota, a cédé au département de la Corse, pour l'ouverture de la route départementale de Bastia à Macinaggio, une are 32 centiares de terrain labourable avec 3 oliviers situé au lieu dit Miamo, territoire de St-Martino, pour prix et valeur de 73 fr. 4 cent.

— Par acte passé le 24 décembre 1844, par devant M. le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia, dûment enregistré et transcrit; le sieur Guasco Antoine-Joseph, propriétaire et notaire à Bastia, a cédé au département de la Corse, pour l'ouverture de la route départementale de Bastia à Macinaggio, quatre ares 56 centiares de terrain complanté en vigne situé au lieu dit Licciola, territoire de St-Martino, pour prix et valeur de 163 fr. 70 cent. non compris 1^{re} celle de 9 fr. 90 cent. pour prix d'une partie de la vieille route comprise dans la longueur totale de la parcelle ci-dessus, que l'administration a cédé au sieur Guasco, en échange de sa propriété; 2^e la somme de 114 fr. pour frais de clôture.

— Par acte passé le 24 décembre 1844, par devant M. le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia, dûment enregistré et transcrit; le sieur Caraffa François, propriétaire à St-Martino de Lota, a cédé au département de la Corse, pour l'ouverture de la route départementale de Bastia à Macinaggio, 99 centiares de terrain labourable, situé au lieu dit Miamo territoire de ladite commune, pour prix et valeur de 41 fr. 58 cent.

Les avis ci-dessus sont donnés pour remplir le vœu des articles 16, 17, 18 et 19 de la loi du 3 mai 1841.

Bastia, le 3 janvier 1845.

Le sous-préfet de Bastia,
Signé: MORATI.

ANNONCE JUDICIAIRE.

La continuation de la vente des biens immeubles dépendants de la faillite du sieur Roch Lucciana, ex-commerçant, demeurant à Bastia, aura lieu le jeudi 9 janvier 1845, à une heure de relevée, devant

M^e GUASCO Vincent, notaire, en son étude, rue Spinola, à Bastia.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES

Du 19 au 31 décembre 1844.

NEWCASTL, brick Colonel Combes, cap. Lemerle, houille.
NEWCASTL, brick Aurère, c. Betteillier, houille.
BONIFACIO, gondole St-Antoine, c. Gavini, orge.
BONIFACIO, gondole St-Louis, c. Ricardi, orge.
GENES, bout Jésus et Marie, c. Baussa, pâte et riz.
LIVOURNE, brick-golette Ville-de-Bastia, c. Zuanbi, blé et matériaux.

NEWPORT, brick Québec, c. Colenso, houille, briques de terre.
LIVOURNE, mistick Assomption, c. Thiers, blé.
LIVOURNE, bat. à vap. Télégraphe, c. Valzi, divers.
MARSEILLE, bat. à vap. Letizia, c. Lota, divers.
LIVOURNE, bk-golette Assomption, c. Erza, blé.
MARSEILLE, paquebot Ajaccio, c. Prudent, lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.
LIVOURNE, bk-gte Assomption, c. Cardella, blé.
LIVOURNE, b. à vap. Golo, c. Bugliani, passagers.

DÉPARTS

MARSEILLE, paquebot Bastia, c. Santis, lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.
MARSEILLE, brick-golette Corse, c. Rogliano.
LIVOURNE, bat. à vap. Télégraphe, c. Valzi.
LIVOURNE, bk-gte Conception, c. Marini.
RIO, brick Valéry Jean, c. Sciacaluga.
PORTOVECCHIO, bout Précurseur, c. Valéry.
LIVOURNE, mistick Conception, c. Bonelli.
LIVOURNE, bk-gte Conception, c. Belgodere.
LIVOURNE, mistick Misericorde, c. Vedrin.
MARSEILLE, paquebot Ajaccio, c. Prudent, lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.
LIVOURNE, mistick Pipi, c. Guaitella.
AJACCIO, bat. à vap. Télégraphe, c. Valzi.
LIVOURNE, bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Battesti.
MARSEILLE, bat. à vap. Letizia, c. Lota.
LIVOURNE, mistick Assomption, c. Thiers.
LIVOURNE, golette St-Joseph, c. Gabrielli.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

FEUILLETON DE LA

DÉMOCRATIE PACIFIQUE,

Par an : 48 fr.

(RUE DE SEINE, 10, A PARIS).

Trois mois : 12 fr.

A DATER DU 19 DÉCEMBRE

LES RÉPROUVÉS ET LES ÉLUS,

4 volumes, par EMILE SOUVESTRE,

SERA SUIVI DE

LA DERNIÈRE FÉE,

4 volumes, par FRÉDÉRIC SOULIÉ.

On s'abonne à Paris : rue de Seine, 10; et dans les départements, chez tous les libraires correspondants du Comptoir Central et les directeurs de postes.

Prix 75 centimes la vingt-unième édition de

LA CONSTIPATION DETRUITE

SANS LAVEMENTS, SANS MÉDECINE ET SANS BAIS.

se vend chez tous les libraires et à la maison Warton, à Paris, 68, rue Richelieu, l'exposition d'un moyen NATUREL agréable et infaillible (très simple), non seulement de vaincre, mais aussi de détruire complètement la Constipation rebelle; suivi de nombreux certificats de médecins célèbres et d'autres personnes de distinction. La même, franco par la poste, 1 fr. 25 c., à envoyer en un bon sur la poste. La grande édition à 2 fr. 50 c., au franco 3 fr. 25 c. (Affranchir).

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

une couverture afin d'éteindre le feu, tandis que les victimes, perdant tout à coup le tête, se livrent à des agitations qui ne font qu'aviver les flammes et rendre leur salut presque impossible.

Les pluies presque continuelles qui règnent depuis plus d'un mois ont défoncé les routes et les ont converties en véritables lacs de boue. Le moyen d'entretien qu'on emploie ne contribue pas peu à ce déplorable état. C'est en vain qu'on proteste contre le mal et qu'on indique le remède. L'expérience ne paraît pas être faite pour les ponts et chaussées. Les piétons en sont quittes pour se plaindre et les routes pour rester détestables. Mais aussi n'est-ce pas trop exiger que les routes soient en bon état de réparabilité ?

Parmi les chemins qui sont devenus hors d'état de service — et nous nous adressons à l'autorité municipale avec l'espoir d'être entendus, — se trouve la rue située entre le collège royal et la chapelle de la Miséricorde, qui depuis un mois est un cloaque où il est impossible de se hasarder, bien que ce chemin soit une communication très nécessaire entre la traverse et les rues des Jésuites et Guadello. Avec une faible dépense on parviendrait à mettre cette rue en bon état et l'on rendrait service à toutes les personnes que leurs affaires appellent de ce côté.

Voici la seconde fois, en quinze jours, que les dépêches nous arrivent par la voie de St-Florent. C'est là sans doute une chose fâcheuse, mais nous comprenons cependant qu'on ne puisse braver une mer orageuse et exposer les navires de l'Etat à des chances d'avaries et de pertes. Il n'a fallu rien moins qu'une très grosse mer pour empêcher le *Bastia* de se rendre dans notre port, car on sait très bien que le *Bastia* est venu toutes les fois qu'il a pu et qu'il n'y a que l'impossibilité absolue qui la fasse reculer. Nous ne songons donc pas à nous plaindre dans cette circonstance et nous pourrions d'autant moins la faire que le port de notre ville se trouve, nous ne dirons pas rempli, mais encombré d'un grand nombre de navires qui auraient rendu au *Bastia* l'entrée du port très difficile, pour ne pas dire impossible, puisque deux bateaux à voile, faute d'espace, ont été obligés d'occuper l'emplacement destiné aux bateaux à vapeur de la correspondance. Ce matin la mer était très-mauvaise dans le port et des accidents seraient certainement arrivés si le *Bastia* s'y fût trouvé. Nous devons donc, et le commerce de notre ville le doit avec nous, nous applaudir que le mauvais temps ait empêché le bateau de la correspondance de venir ici. C'est bien le cas de dire : à quelque chose malheur est bon.

L'inauguration des nouvelles orgues de la Paroisse de St-Marie est fixée pour le dimanche 19 courant. Cet instrument remarquable, qui sort des ateliers de MM. Serassi frères, de Bergame, dont la célébrité est européenne, présente un répertoire complet d'instrumentation. Il se compose de plus de 72 jeux et de 2,600 tuyaux.

M. Charles Serassi s'est rendu en personne à Bastia, pour mettre la dernière main à l'ouvrage le plus

important de cette fabrique renommée, et qui réunirait tous les perfectionnements introduits dans la série de 377 orgues, confectonnées par MM. les frères Serassi pour les principales villes d'Italie et des états étrangers.

Un artiste de premier ordre, que l'on attend incessamment de Bergame, touchera ce magnifique instrument, le jour de sa inauguration et pendant la neuvaïne dont il sera s'vi.

Monseigneur l'Evêque d'Ajaccio a été prié de vouloir bien présider aux cérémonies religieuses qui auront lieu à cette occasion. Tout fait espérer que Sa Grandeur daignera déseigner, par sa présence, plus d'éclat à la solennité qui accompagnera la bénédiction des orgues de l'Eglise de Notre Dame.

M. Villemain, ministre de l'instruction publique, a été frappé le 30 décembre d'une terrible maladie qui a profondément altéré toutes les opinions politiques. M. Villemain, si rudement éprouvé par cette affreuse calamité, a dû demander au roi la permission de se retirer du ministère. Nous nous associons pleinement aux paroles suivantes du journal des *Débats* qui rend compte de ce douloureux événement :

« Le roi, malgré la peine profonde qu'il éprouvait de se voir séparé, même momentanément, d'un des hommes qui ont servi avec le plus grand dévouement et le plus d'éclat le trône et le pays, a pu refuser à M. le ministre de l'instruction publique le repos malheureusement nécessaire qu'il réclamait, et a dû accepter sa démission.

« Nous ne saurions exprimer aussi fortement que nous la ressentons la douleur que nous inspirent à tant de titres et cette résolution et les cruels motifs qui l'ont déterminée. Cette nouvelle, répandue aujourd'hui dans la chambre et dans Paris, y a été accueillie avec une affliction universelle et avec la plus honorable sympathie. Les regrets que nous avons entendus exprimer de toutes parts ne sauraient être adoucis que par l'espoir que le roi et la France ne seront pas longtemps privés des services d'un des hommes qui ont été le plus d'illustration sur leur pays et sur leur temps, et qui réunissent dans les plus éminents de l'homme public toutes les qualités plus rares et plus précieuses encore qui font aimer l'homme privé. »

Nous lisons d'un autre côté dans les journaux de Paris du 1^{er} janvier : « L'état de M. Villemain, loin de s'améliorer, est de plus en plus affligeant. On assure que, dans la matinée, le malade, dans un accès de fièvre, s'est précipité par une des fenêtres de l'hôtel qui donne dans le jardin. Il n'a heureusement reçu dans sa chute aucune blessure. »

La nomination des vice-présidents de la Chambre a donné lieu à une lutte assez vive. L'opposition n'a pu toutefois faire nommer qu'un de ses candidats, M. Dufaure; les trois autres ont été écartés. M. Debelleyne, candidat conservateur, ne l'a emporté sur son adversaire, M. Billaut, que d'un petit nombre de voix. L'opposition n'a pu faire nommer aucun de ses candidats secrétaires. C'est là un échec significatif. Mais c'est surtout dans la nomination des commissaires de l'adresse que la lutte s'est prononcée d'une manière très-claire. Le ministère a obtenu une majorité de 56 voix. Ce chiffre doit faire pressentir que le résultat de la lutte sera en faveur du cabinet.

La commission de l'adresse a été nommée dans les bureaux le 2 janvier. Sur neuf commissaires sept sont pour le ministère; deux, contre. Le gouvernement, sur 336 votants en a obtenu 191, l'opposition 138 seulement. C'est donc une majorité de 56 voix. Voici les commissaires nommés : MM. de Peyramont, d'Angerville, Félix Réal, de la Tourneille, Moret du Nord, le maréchal Sebastiani, St-Marc Girardin, Gautier de Rumilly. Le travail des commissaires et le choix du rapporteur ne prendront pas moins de huit jours; le rapport pourra être lu à la chambre en séance publique le 10 ou le 11, et la discussion générale commencera vers le 15 janvier, à peu près à la même époque qu'à la session dernière. On pense que le nombre des députés présents à Paris qui n'est pas en ce moment au-dessus de trois cent quarante s'élèvera d'ici-là au chiffre de 400 au moins, car l'empressement paraît être grand des deux côtés, et si l'opposition a grande envie de renverser le ministère, les amis du cabinet n'éprouvent pas à un moindre degré le désir de le maintenir.

— La Presse paraît depuis le 1^{er} décembre dans le grand format des Débats. Par l'augmentation de son format, et ses nouvelles conditions d'abonnement (40 fr. pour Paris, 48 fr. pour les départements) La Presse a l'avantage : Sur le Journal des Débats — A FORMAT EGAL — de ne coûter, au lieu de 80 fr. que 48 et 40 fr. Sur le Siècle, le Constitutionnel, etc. — A PRIX EGAL — de donner une feuille presque double des leurs, imprimée en CARACTÈRES PLUS GROS et par conséquent PLUS LISIBLES; et enfin, de publier avec beaucoup plus d'étendue un feuilleton quotidien, le compte-rendu des chambres, les nouvelles et faits divers, les tribunaux, les nouvelles intérieures et étrangères, etc., etc.

La Presse a commencé le 3 décembre la publication des PAYSANS, scène de la vie de campagne, en huit volumes, par M. DE BALZAC. Dans le courant de décembre et immédiatement après la première partie des PAYSANS, La Presse publiera la REINE MARGOT, roman par M. ALEXANDRE DUMAS.

TOUTES LES PERSONNES QUI S'ABONNERONT A LA PRESSE, A PARTIR DU 1^{er} ET DU 15 JANVIER, RECEVRONT, SANS FRAIS, TOUTS LES FEUILLETONS DES PAYSANS PAR M. DE BALZAC, ET DE LA REINE MARGOT PAR M. ALEXANDRE DUMAS QUI AURONT PARU AVANT LE JOUR DE LEUR SOUSCRIPTION.

Indiquer, en souscrivant, qu'il s'agit d'un abonnement nouveau et non d'un renouvellement.

Nouvelles Diverses.

Le bureau définitif de la chambre des députés a été installé le 31 décembre. M. le président d'âge se lève et prononce un discours très-étendu dans lequel il fait un grand éloge de M. Lafitte. Il trace ensuite à la chambre la marche qu'elle devra suivre.

M. Sauzet a répondu : « Jamais je ne sentis mieux le prix de vos suffrages et le devoir d'une profonde reconnaissance. Cette bienveillance, qui ne prend conseil que d'elle seule, pour rester fidèle à elle-même, puis se soude dans les sentimens les plus élevés. Vous aimez imprimer à votre choix la double autorité de l'élection et de la durée.

« Je m'efforcerai de répondre à de tels sentimens par la ferme maintien de vos traditions et de vos droits, par une attention soutenue si nécessaire aux détails souvent compliqués de vos graves discussions, surtout par cette impartialité calme et sincère, qui peut seule assurer le maintien de l'ordre et la liberté des opinions. Je n'ai d'autre ambition que la grandeur et la dignité de la chambre. Respect aux institutions et aux lois, protection aux droits de chacun, empire absolu de la règle sur tous et au profit de tous, et, avec votre concours, j'ai la confiance de l'atteindre.

« Messieurs, votre troisième session va s'ouvrir; les deux premières ont été laborieuses et fécondes, et vous pouvez avec confiance les présenter au pays; leur extrême prolongation a laissé d'unanimes regrets. Sans restreindre aucun débat important, sans élever jamais aucune vérité utile, efforçons-nous d'abréger celle-ci; concourons y tous, le gouvernement par la complète élaboration et la prompt présentation des lois, les commissions par l'activité de leurs opérations, la chambre tout entière par son assiduité et la bonne direction de ses travaux. Il importe de faire disparaître un état de choses qui accroit

les sacrifices sans mesure, décourage le zèle le plus désintéressé, et finit par influer d'une manière fâcheuse sur la composition même de la Chambre (Adhésion).

« Travaillons, Messieurs, avec une égale ardeur aux intérêts politiques, moraux et matériels du pays. Tous réclament une large part dans votre sollicitude; le temps bien distribué suffit à tout, et quand on songe à ce qui s'est accompli en 14 ans, au milieu de tant d'épreuves et de vicissitudes, quand on voit la violence reniée par tous et l'empire de la discussion libre, consolidé par votre sagesse et élevé au-dessus de toutes les résistances, on se sent pénétré de respect pour la force de nos institutions et pour la puissance de cette tribune qui sait également, suivant le temps, ranimer ou modérer l'opinion; on aime les illustrations dont elle est fière, l'éclat dont elle fait briller la France, les progrès pacifiques des libertés constitutionnelles dont elle donne l'exemple à l'Europe. Soyons, Messieurs, fidèles à cette haute mission, et consacrons-nous sans relâche aux destinées de notre belle patrie. (Assentiment.) »

M. Lacaze-Laplagne a communiqué à la chambre le budget de 1846, à la séance du 31 décembre. Le ministre après quelques considérations générales demande à la chambre la permission de lui dire quelques mots du dernier emprunt et du futur projet de loi sur les caisses d'épargne. Le ministre pense que l'emprunt ne pouvait être fait dans un autre mode que celui adopté. Si on avait eu recours à la souscription individuelle, le classement aurait été difficile ou impossible. Par les souscriptions particulières, il aurait été fort difficile d'obtenir des conditions aussi favorables que celles obtenues dans la compagnie adjudicataire.

D'après M. le ministre, le découvert en 1845 ne s'élève qu'à 355 millions, dans l'exercice précédent il s'élevait à 372 millions.

Le ministre annonce, à l'occasion du budget du ministère de la justice, un projet de loi sur les justices de paix; ce projet de loi aura pour but d'augmenter le traitement des juges de paix et de convertir en émolumens fixes ce qui n'est qu'éventuel.

Le ministre des affaires étrangères demande une augmentation de 200,000 fr. Le budget des travaux publics devra être augmenté de deux millions applicables principalement aux routes départementales.

Les augmentations du budget de la guerre, motivées de fortes compensations ne s'élèveront guère au-dessus d'un million.

D'après M. le ministre, les recettes du budget ordinaire s'élèvent à treize cent cinquante millions, et les dépenses à treize cent deux millions.

— Le Moniteur publie l'ordonnance suivante en date du 30 décembre.

Art. 1^{er}. La démission de M. Villemain, ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique, est acceptée.

Art. 2. M. Dumon ministre secrétaire d'Etat au département des travaux publics, est chargé, par intérim, du département de l'instruction publique.

— M. Sauzet a été élu président de la chambre des députés; il a obtenu 177 voix et M. Dupin 129.

Voici le scrutin pour l'élection des vice-présidents. Nombre des votans, 303; majorité absolue, 152. Ont obtenu : MM. de Salvandy, 172; Bignon, 172; Dufaure, 153; de Belleyne, 150; Billaut, 146; Lepelletier d'Aulnay, 113; de Tracy, 114; de Sade, 98.

MM. de Salvandy, Bignon et Dufaure ayant seuls obtenu la majorité, sont proclamés vice-présidents de la chambre.

On procède à un 2^e tour de scrutin pour la nomination d'un 4^e vice-président, et la chambre consultée décide de renvoyer à lundi le scrutin pour la nomination des secrétaires.

Voici le scrutin du 30 décembre : nombre des votans 340. M. Debelleyne 172, et M. Billaut 168. M. Dubelleyne ayant obtenu la majorité est proclamé vice-président.

Un second scrutin s'ouvre ensuite pour la nomination de MM. les secrétaires.

En voici le résultat : Nombre des votans, 329; majorité absolue, 165; M. Lacrosse, 192; M. de Lespée, 189; M. Boissy d'Anglas, 188; M. Lacases, 176; M. Havin 162.

MM. Lacrosse, de Lespée, Boissy d'Anglas, Lacases, sont nommés secrétaires.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

— La commission de la chambre des pairs, chargée de la rédaction du projet d'adresse en réponse au discours du roi, s'est assemblée hier 28; et a nommé le comte Roy pour président, et M. le comte Beugnot pour son secrétaire.

— Voici quels ont été les présidents de la chambre des députés depuis la révolution de juillet 1830 :

1830 : Jacques Lafitte, élu par 245 voix sur 256.
1830 : Casimir Périer, élu par 218.
1831 : Girod (de l'Ain) par 181 sur 358.
1832 : Dupin aîné 234 sur 376.
1833 : idem, 221 sur 229.
1834 : idem, 220 sur 229.
1835 : idem, 247 sur 324.
1836 : idem, 164 sur 323.
1837 : idem, 188 sur 347.
1838 : idem, 213 sur 344.
1839 : idem, 183 sur 344.
1839 : Hippolyte Passy 223 voix sur 431 votans.
1840 : M. Sauzet, 212 sur 418 votans.
1840 : idem, 172 sur 271.
1841 : idem, 290 sur 339.
1842 : idem, 193 sur 307.
1843 : idem, 168 sur 307.
1844 : idem, 177 sur 322.

— On lit dans l'Américain de Brest du 26 décembre :

La frégate la Reine-Blanche, à bord de laquelle flotte le pavillon de M. l'amiral Dupetit-Thouars, est entrée ce matin en rade venant directement de Rio-Janeiro d'où elle est partie le 24 octobre dernier, laissant en rade la corvette la Coquette. La princesse Januaria, sœur de l'empereur du Brésil, est à bord ainsi que son mari le comte d'Aquila et leur suite. L'état sanitaire de l'équipage, composé de 446 hommes, plus 19 passagers, étant satisfaisant, la libre pratique a été de suite accordée à la Reine-Blanche. M. l'amiral Giviel s'est transporté à bord de la frégate pour saluer la princesse, et l'a immédiatement ramené à l'hôtel de la préfecture maritime, ainsi que le comte d'Aquila.

Cette frégate, dont le sac de correspondance contient plus de 2,000 lettres, a quitté Callao le 26 juillet dernier où se trouvaient la frégate la Charte et la corvette la Triomphante. Le Lamproie était à Valparaiso; en sortant de ce port, la Reine-Blanche a rencontré en mer la corvette l'Ariane. L'état sanitaire dans ces pays et de ces bâtiments était satisfaisant.

— On écrit de Dublin, 25 décembre, re :

Des désordres graves ont eu lieu aux obsèques du comte de Limmerick. La populace a attaqué la carcasse de lord Montague, et l'arraché les crépeux des bras des fermiers. MM. Howard, Dixon et O'Neill ont été maltraités. On dit qu'il avait été projeté de jeter à l'eau les restes du comte de Limmerick. Un ordre fut sur le champ envoyé aux troupes, qui purent avec grand-peine réprimer ces troubles scandaleux.

— Le prince et la princesse d'Aquila sont arrivés à Paris assez à temps pour souhaiter la bonne année au roi et à la famille royale. Le prince napolitain et sa femme sont logés au Palais-Royal, dans les appartements dits du Cardinal.

— Par décret, en date du 27 décembre, S. M. la reine d'Espagne vient d'accorder une amnistie en faveur de ceux qui ont pris part aux soulèvements qui ont eu lieu dernièrement dans les provinces d'Huesca et de Logrono.

M. le vice-consul d'Espagne à Orléon est autorisé, de son côté, à délivrer des passeports à tous ceux qui en feraient la demande pour se rendre dans les vallées d'Anso et d'Escho.

Alexandrie, 23 décembre 1844.

(Correspondance particulière du Nouvelliste.)

Le service du nouveau transit est organisé. Artin-Bey est nommé directeur à Alexandrie, et Baky-Bey au Caire; on ne connaît pas encore la nomination du directeur de Suez, mais elle ne tardera point à être publiée. Le gouvernement est chargé aujourd'hui du passage des valises, des voyageurs, des marchandises, tandis qu'antérieurement il y avait deux services différenciés pour ces trois objets.

— L'affaire du Texas se complique de jour en jour, le président Anson Jones vient de lancer un manifeste dans lequel il déclare que si les puissances n'ont pas réglé le différend du Texas avec le Mexique avant la réunion du Congrès en décembre, le Texas

prendra immédiatement une attitude offensive contre le Mexique.

— Les journaux anglais contiennent des nouvelles assez importantes du Pérou du 4 septembre. Il paraît que le consul britannique résidant à Arica, avant subi une insulte grave à laquelle les autorités de la ville avaient participé, le vaisseau le Talbot, qui faisait partie de l'escadre occupée au blocus d'Islay, a été envoyé sur les lieux. Les autorités d'Arica ont refusé de le laisser faire de l'eau; le ministre anglais, M. Adamas, qui se trouvait à bord, a fait demander une réparation qui a été refusée; sur quoi le Talbot a ouvert le feu sur l'hôtel du gouverneur; plusieurs bombes ont été lancées, avec menaces du bombardement de la ville entière. Les autorités d'Arica ont alors donné les réparations qui leur étaient demandées, et la tranquillité a été immédiatement rétablie. On ne dit pas qu'il y ait eu personne de tué dans la ville. Les résidents anglais, qui avaient été pris à bord avant le feu, sont retournés ensuite à terre.

— La délibération des chambres réunies de la cour royale de Paris, sur l'incident dont nous avons parlé, a été fort longue et fort agitée. Ce n'est qu'après un débat de six heures qu'une décision a été prise. Cette décision fait droit aux réquisitions du chef du parquet de la cour; en conséquence, les officiers du parquet seront admis à délibérer sur le projet de loi des prisons, soumis par le ministre à l'examen de la cour. La cour s'est ajournée à huitaine pour exprimer son avis.

— Deux grands banquets doivent avoir lieu simultanément aux Tuileries et à Windsor le 1^{er} janvier, et il sera servi sur les deux tables royales des morceaux du même bœuf, qui n'est autre que le superbe animal qui avait obtenu le grand prix à la foire du club de Smithfield (Smithfield club cattle show) M. Minton, pourvoyeur de la reine Victoria, a demandé, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France, la permission d'offrir à S. M. Louis-Philippe un morceau de ce bœuf. L'offre a été agréée, et cette immense culotte de bœuf toute d'une pièce, pesant 150 kil., a été expédiée ce matin de Londres par la voie de Boulogne, de manière à être remise aux Tuileries lundi de très bonne heure.

— Voici une décision qui, au point de vue de l'équité et de la probité commerciale ne peut être trop approuvée.

Sur la plainte de plusieurs gantiers, le tribunal correctionnel de Lyon vient de condamner à six jours d'emprisonnement le sieur Louis Neyret, gantier sur le quai de la Saône, pour avoir vendu, au prix de 1 fr. 50 c. et de 1 fr. 60 c., des gants en peau d'agneau qu'il donnait comme étant fabriqués en castor et en chevreau. On sait que les gants de cette dernière qualité se vendent au moins 3 fr. Le tribunal a appliqué au délinquant l'art. 423 du code pénal, qui défend de tromper le public sur la nature de la marchandise.

— On écrit d'Alger :

Par acte administratif, en date du 29 novembre dernier, le domaine, agissant en vertu d'un arrêté du 30 septembre 1844, émané de M. le gouverneur général, a vendu de gré à gré à M. le comte de Valle San Juan, grand d'Espagne, la ferme domaniale connue sous le nom de la Rassaut, et ses dépendances, dont les limites seront déterminées par les soins de l'administration des finances. Cetterain, dont la superficie ne devra pas excéder 4,000 hectares, est compris entre la redoute qui est à l'Est de la Maison Carrée et l'embouchure de l'Hamise. Il renferme les haouches suivantes : Racouth, Méréd, Médida, El-Bey, Ben-Zerga. La vente a eu lieu moyennant 157,000 fr., payables à la caisse du receveur des domaines à Alger. L'acquéreur s'engage, en outre, à faire construire et habiter 40 fermes qui seront placées sur les points de la propriété qui lui paraîtront les plus convenables, en ayant soin qu'elles se trouvent à proximité des unes des autres. Il devra planter d'arbres fruitiers ou forestiers, à raison de 20 par hectare, les terres qui seront reconnues susceptibles de recevoir des plantations. Les fermes construites aux frais de l'acquéreur, devront être terminées et habitables dans un intervalle de cinq années à partir du jour de la concession. Outre ces quarante fermes, vingt maisons destinées à des familles d'ouvriers cultivateurs devront être bâties aux frais du concessionnaire qui annexera un hectare de terre à chacune

d'elles. Les ouvriers cultivateurs traitent directement avec lui pour la cession de ces maisons, dont le prix pourra être payé en journées de travail. Enfin M. le comte de Valle San Juan doit encore faire bâtir un village de 40 maisons et dépenser 1,250,000 fr. en cinq ans, à des travaux de constructions et de culture.

— On lit dans l'*Echo d'Oran*, du 28 décembre : Les courriers ordinaires arrivés aujourd'hui de tous les points de la province n'ont apporté aucune nouvelle importante.

L'émir Abd-el-Kader n'a point quitté son campement ordinaire sur les bords de la Moloua (Maroc). Le bruit qui avait couru depuis quelques jours à Tiemcen de son départ pour le Sud, avec une cavalerie assez nombreuse, avait pris naissance dans l'apparition d'une troupe de soixante cavaliers environ, qui sont en effet venus par les plateaux, dans l'intention de favoriser l'émigration projetée par quelques tentes des *Ouled-sidi-Abdeli* (fraction des *Beni-Amer-Garabas*). M. le général Cavaignac sort de Tiemcen pour surveiller la conduite de cette troupe, et arriver à temps pour prévenir la fuite des émigrants et arrêter leurs chefs.

M. le général Cavaignac a établi sur divers points de la route d'Oran à Tiemcen des douars qui en garantissent la sécurité.

Un détachement travaille à cette route, au passage de *Beni-Amer-Garabas*, à quatre lieues de Tiemcen, et deux autres à Misserghin et Ten-Salmel près d'Oran. Les voyageurs y circulent donc en toute tranquillité, et les passages les plus difficiles pour le trajet des voitures seront bientôt notablement améliorés.

La route de Djemma-el-Gharzounat à Lalla-Maghribia vient d'être terminée et est partout accessible aux voitures.

Les troupes nombreuses qui stationnent dans la subdivision de Tiemcen, sont partout activement employées aux travaux des places et des routes.

La tranquillité la plus complète n'a pas cessé de régner dans la subdivision de Mascara.

Les routes de cette ville à Mostaganem et à Oran, ont reçu des améliorations. Tous les travaux intérieurs de la ville sont en grand progrès.

M. le général de Bourjolly doit partir aujourd'hui de Mostaganem pour aller visiter dans la *Dakra* quelques tribus en retard pour le paiement de l'impôt. La colonne passera pour la première fois sur le beau pont de piliers que l'artillerie vient de terminer sur le bas Chiff.

Tout le mois de décembre a présenté une alternative de jours pluvieux et de beaux jours tout-à-fait favorables à la culture des terres.

Les Arabes de toutes les parties de la province s'occupent avec ardeur des labours, et si le printemps les favorise autant que l'automne, les souffrances occasionnées par la guerre seront à peu près effacées à la récolte prochaine.

— Voici, sur la vie moyenne des animaux du Jardin-des-Plantes, une notice intéressante :

La durée de la vie commune de la panthère, du tigre et du lion dans la ménagerie de Paris est de six à sept ans. Cependant une lionne y a vécu vingt-neuf ans et un lion dix-sept ans. Les lions des bateleurs, qui sont transportés et montrés dans des loges plus saines, vivent généralement de dix-sept à vingt ans. L'ours blanc de Sibérie n'y vit guère que trois ou quatre ans ; mais l'ours noir, plus robuste, y vit sept à huit ans. Quant à la famille des *Martin monté* à l'arbre, qui peuvent s'ébattre dans des fosses spacieuses et bien aérées, ils vivent de dix-sept à vingt ans, et voient une longue série de générations.

La hyène ne vit dans la loge que quatre ou cinq ans.

Les dromadaires ou les chameaux vivent de trente à quarante ans.

L'éléphant, dont la vie libre est, dit-on, séculaire, fournit à peine le quart de sa carrière.

La girafe que l'on voit maintenant au Jardin-des-Plantes, y est arrivée depuis dix-sept ans. On sait que les parisiens l'accueillirent avec grande joie. Elle n'a cessé de jouir d'une bonne santé.

Les dromadaires, l'éléphant et la girafe habitent des bâtiments très confortables et dont la température ferait envie à plus d'une honnête famille.

Les singes ne jouissent de l'aisance qu'on leur a faite dans leur palais que quatre ou cinq ans. On ci-

te comme un grand phénomène un singe de Gibraltar qui est mort à dix-sept ans.

En général, tous ces estimables étrangers, quo nous hébergeons avec cette libéralité qui est digne d'un grand peuple comme la France, ne tardent pas à gagner dans notre climat des catarrhes ou la phthisie pulmonaire qui les emportent ; c'est cette dernière maladie qui a tué Jack, cet intéressant orang-outang, qui était parvenu à peu de temps à se familiariser avec quelques-uns de nos usages. Tout le monde sait qu'il sonnait la cloche des singes avec une grande adresse et déliait des nœuds mieux qu'Alexandre qui se bornait à les trancier.

AVIS.

Le maire de la ville de Bastia donne connaissance aux habitants que M. le préfet de la Corse lui a transmis :

1^o Une ampliation de l'ordonnance royale, en date du 9 novembre dernier, qui déclare d'utilité publique l'acquisition des terrains situés sur la lisière de la place Saint-Nicolas, appartenant à MM. Antonetti et Santelli ;

2^o Le plan qui était annexé à la même ordonnance. Lesdits terrains étant nécessaires pour l'exécution des alignements de la place Louis-Philippe, tels qu'ils sont indiqués au plan du quartier Saint-Nicolas, approuvé par ordonnance du 26 décembre 1842.

En conséquence, et conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841, le plan précité restera déposé, pendant huit jours à la Mairie pour que chacun puisse en prendre connaissance.

Fait en l'Hôtel-de-Ville à Bastia, le 9 janvier 1845. Le Maire, A. S. LAZAROTTI.

A LA LIBRAIRIE FABIANI.

MÉTÉOROLOGIE (Cours complet de), par L. F. Kämtz, traduit et annoté par C. Martins. 1 fort beau vol. in-18, format Charpentier, enrichi d'un grand nombre de planches, 8 fr.

L'ARCHITECTURE (Manuel de l'histoire générale de) par Daniel Ramet. 2 vol. in-18, format Charpentier, avec 200 gravures dans le texte, 10 fr. 50

ITINÉRAIRE descriptif et historique de la Suisse, du Jura, du Bas-Rhin, etc., avec carte routière et Vue, par Adolphe Joanne. 1 vol. in-18, conten. la matière de 5 vol. in-18, 10 fr. 50.

HISTOIRE DE FRANCE, par M. Charles Lacretelle, membre de l'Académie française, professeur à la faculté des lettres, 14 vol. in-8^o, 35 fr., conten. les ouvrages ci-dessus, qui se vendent séparément :

HISTOIRE DE FRANCE pendant les guerres de religion. 4 vol. in-8^o, 3^e édition, Paris, 1844, 40 fr.

HISTOIRE DE FRANCE pendant le XVIII^e siècle. 6 vol. in-8^o, 6^e édition, Paris, 1844, 15 fr.

HISTOIRE DE FRANCE depuis la Restauration. 4 vol. in-8^o, 3^e édition, Paris, 1844, 10 fr.

LEMONTEY (Oeuvres de), 5 vol. in-8^o, 1839, 7 f. 50.

FORMAT CHARPENTIER.

GRAND IN-18.

Ouvrages choisis dans les collections publiées sous divers titres.

à 3 fr. 50 c. le volume.

ALLETZ (Edouard). *Génie du XIX^e siècle*, ou esquisse des progrès de l'esprit humain, depuis 1800 jusqu'à nos jours.

REAUDEUX (M^{re}). *La Science Maternelle*, ou de l'éducation morale des jeunes filles.

BELIN (J.-L.) et A. PUJOL. *Histoire civile, morale et monumentale de Paris*, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours.

BOSSUET (Claude). *Œuvres de* : contenant, discours sur l'histoire universelle, Oraisons funèbres, Panegyriques ; très-fort volume.

BUCHON (J.-A.). *La Grèce continentale et la Morée*, Voyages, Séjour et études historiques en 1840 et 1841.

BOURDON (Isidore). *La Physiognomie et la Phrénologie*, ou Connaissance de l'homme d'après les traits du visage et les reliefs du crâne.

Lettres à Camille sur la Physiologie, 2^e édition augmentée des deux tiers.

CAMPANELLA. *Oeuvres choisies*, traduction de M^{re} Louise Colet.

CAPEFIGUE. *La Réforme et la Ligue*.

La Ligue et Henry IV. Richelieu, Mazarin et la Fronde.

COMTE (M^{re}). *Histoire naturelle à l'usage des femmes et des jeunes personnes*, ornée de 150 vignettes sur bois tirées dans le texte.

CONSTANT (A. l'abbé). *La Mère de Dieu*, épopée religieuse et humanitaire.

DELANDINE (de Saint-Esprit). *Les Fêtes de la France*, Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Avec album in-4^o de 24 gravures.

DEPPING. *Histoire des expéditions maritimes des Normands et de leur établissement en France*, ouvrage couronné par l'Académie des inscriptions.

DESBOROUGH COOLEY. *Histoire générale de découvertes maritimes et continentales*, depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1811.

FEIS. *La musique mise à la portée de tout le monde*.

FLOURENS. *Analyse raisonnée des travaux de G. CUVIER*, précédée de son éloge historique.

GAILLARD. *Les Mille et une Nuits*.

GASC. *Les Livres des Pères de Famille et des Institutions*.

GUERIN (Léon). *Histoire maritime de France*, depuis les temps anciens jusqu'à nos jours.

GEOFFROY. *Napoléon apogrophe*, 1812-1832, — histoire de la conquête du monde et de la monarchie universelle.

GRATIEN (de Sémour). *Traité des erreurs et des préjugés*.

GUICHARD Manuel de politique, ouvrage dédié à l'Académie des sciences morales et politiques.

HERSCHEL. *Discours sur la Philosophie naturelle*, ou exposé de l'histoire des progrès des sciences physiques et naturelles.

HELVETIUS. *De l'Esprit*.

HOFFMANN. *Contes Fantastiques*.

LAJOLAIS. *Le livre des Mères de familles et des Institueuses*, sur l'éducation pratique des femmes.

LAMENNAIS. *Oeuvres complètes*, 10 volumes, qui se vendent séparément, contenant : Essai sur l'indifférence en matière de religion.

Reflexions sur l'état de l'Eglise en France et sur sa situation actuelle.

De la Religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil.

Liberté d'enseignement.

Progrès de la révolution et de la guerre contre l'Eglise.

Sommaire d'un système des connaissances humaines.

Deux lettres à l'archevêque de Paris.

Mélanges religieux.

Du Catholicisme, dans ses rapports avec la société politique.

Questions politiques et philosophiques de l'absolutisme et de la liberté.

Pensées diverses.

Affaires de Rome.

Politique à l'usage du peuple.

Mélanges politiques et littéraires.

Esclavage moderne, etc.

Paroles d'un croyant.

Leve du peuple, une voix de prison, mélanges, etc.

LOUVET. *Vie et aventures de Faublas*.

MENNECHET. *Histoire de France*, depuis la fondation de la monarchie, ouvrage dédié aux Pères de famille et couronné par l'Académie française.

MONTAIGNE. *Essais*, précédés d'une lettre à M. Villemain, par Christian.

MONTESQUIEU. *Esprit des lois*, suivi de la défense de l'esprit des lois.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

JEUDI 16 JANVIER 1845.

N^o 3.

XII^e ANNÉE.

CE JOURNAL.

PARAIT

TOUTS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jésuites.

A Paris à l'Editeur, Correspondance de la Bastia et C^o, place de la Bourse, N^o 5, où l'on reçoit les Annonces.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

COUR ROYALE DE BASTIA.

La Cour a désigné le *Journal de la Corse*, qui s'imprime à Ajaccio, pour y insérer les annonces judiciaires qui auront lieu devant les tribunaux d'Ajaccio et de Sartène jusqu'à la 1^{re} quinzaine du mois de décembre 1845, et l'*Insulaire Français*, qui s'imprime à Bastia, pour y insérer les annonces judiciaires qui auront lieu devant les autres tribunaux du ressort.

Fixe le tarif de l'insertion à 35 centimes la ligne.

Un ministère qui a duré en France quatre ans était un phénomène par trop rare, pour que l'opposition ne s'efforçât pas de le renverser. Quatre ans d'attente, d'ajournements, d'espérances prolongées, c'est sans doute beaucoup plus qu'il n'en faut pour exciter bien des impatiences ; pour faire envisager les faits accomplis sous un point de vue peu favorable, surtout alors qu'on a échoué déjà dans plusieurs tentatives de renversement et de destruction. Toutes les parties perdues ont été regardées comme devant être reprises à la prochaine occasion et de là vient aujourd'hui l'ardeur qu'apporte l'opposition à attaquer, à combattre le cabinet du 29 octobre. Au fond y a-t-il des questions politiques bien importantes en jeu, s'agit-il-on pour le triomphe de nouveaux principes ? Mais les journaux qui ne sont pas dans le complot et vous savez bien vite à quoi vous en tenir. Nous n'inventons rien ; nous racontons les impressions, les déclarations des feuilles qui, placées en dehors de la nouvelle guerre, voient les faits avec impartialité et la jugent avec sévérité. Tenir la France en suspens, mettre l'inquiétude dans tous les esprits, susciter les embarras d'une crise ministérielle et paralyser toutes les affaires du pays, pour quoi ? pour arriver à substituer des noms propres à d'autres noms propres, est-ce bien un sujet sérieux qui soit digne d'exciter l'attention et de provoquer l'admiration ? Nous ne le pensons pas, et comme, après tout, le débat qui s'agit aujourd'hui se réduit à ces étroites proportions, nous n'y prenons qu'un médiocre intérêt et par la petitesse du but qu'on poursuit, nous espérons qu'on échouera.

Cependant le mouvement est commencé ; tous les esprits sont tendus, et l'on attend avec anxiété le résultat de la lutte. Mais en vérité ce résultat sera tellement insignifiant, que nous avons peine à concevoir l'émotion qu'il cause. Ce que nous voyons de plus clair à cela, c'est que les ennemis systématiques de la révolution de Juillet profitent certes de ces débats qui leur donnent le moyen ou plutôt le prétexte d'attaquer une politique qu'ils n'aiment pas parce qu'elle recule de plus en plus la réalisation de leurs désirs. Ce qui les réjouit nous afflige nécessairement.

Que faut-il aux journaux de l'extrême droite et de l'extrême gauche ? Une seule chose, c'est que la révolution de Juillet s'épuise elle-même, succombe à la peine et qu'ils puissent dire : nous seuls principes ont de la vie et de l'avenir ; venez donc à nous. Nous savons très bien ce qu'il y a de chimérique dans ces prétentions ; nous savons très bien ce qu'il y a d'illusoire dans ce prétendu affaiblissement de la révolution de Juillet sur lequel on spéculait : elle est assez

forte pour supporter de rudes épreuves et pour sortir victorieuse de l'embarras qu'elle rencontre. Nous ne sommes ni assez optimistes pour nous imaginer que les affaires humaines, avec leur cortège de passions si nombreuses, puissent s'arranger tout à coup et comme par enchantement et qu'on n'ait qu'à se croiser les bras et laisser faire ; mais nous ne sommes pas non plus assez pessimistes pour redouter que tout croule parce que des obstacles s'élèveront. Non, Dieu merci, la tâche n'est ni aussi facile ni aussi difficile, mais il n'en est pas moins vrai, que ces débats stériles, irritants font perdre au pays un temps important et qu'il serait à désirer que ces savantes stratégies, ces admirables manœuvres fussent mises de côté.

Si encore on savait ce que veulent faire les successeurs futurs du ministère, — successeurs qui, nous en avons pour eux, et cette éventualité ne nous effraie pas, — resteront longtemps en partibus, au moins on saurait pourquoi se passionner, pourquoi s'inquiéter. Mais non, ils se taisent discrètement ; ils ne veulent pas sans doute se créer des difficultés pour l'avenir. Rien n'est embarrassant comme un programme qu'on ne voudra, qu'on ne pourra pas suivre, car les événements sont souvent plus forts que vous ; aussi l'on garde un silence absolu. S'agit-il d'attaquer, de critiquer, de blâmer ? Oh ! alors les paroles abondent, les périodes s'enchaînent, l'indignation sue par les pores. L'on galvanise l'opinion publique et on lui fait entrevoir nous ne savons quelle fantasmagorie qui donne des hallucinations et qui ne laisse pas trop maîtres d'eux-mêmes les esprits qui consentent à prendre des paroles pour des choses. Mais si on presse ; si on veut avoir quelque chose de précis, de positif, on se réfugie dans un silence complet ; l'un devient sourd et muet et il faudra que le pays se contente de négations, lui qui voudrait des affirmations.

Ainsi veut-on la paix ; veut-on rompre avec l'Angleterre ; veut-on se créer de nouveaux embarras en Afrique, en recommençant avec le Maroc une guerre promptement terminée et qui a porté ses fruits ; on se tait et cependant tout cela vaudrait bien la peine qu'on s'expliquât catégoriquement. Et puis, on l'a remarqué, s'agit-il de voter à bulletins ouverts, c'est-à-dire d'avouer franchement, nettement ses opinions, d'en avoir le courage et la responsabilité, la majorité est pour le ministère ; mais ses ennemis, les feuilles qui rêvent sa ruine, se rejettent sur le scrutin secret, où ils espèrent trouver beaucoup de défections, beaucoup de convictions plus commodes qu'il, dans l'ombre seraient pour elles, alors qu'en plein soleil elles sont contre. Cette tactique, ces calculs, rapprochés de ce silence prudent, n'en disent pas plus que tout ce que nous pourrions ajouter et est-ce bien la peine de tenir le pays en suspens pour arriver à une semblable conclusion ?

Ces circonstances nous font croire que le succès ne sera pas aussi facile qu'on l'espère et que le grand jour de la discussion éclairera bien des doutes et raffermira bien des convictions qui peuvent hésiter. Nous ne voyons pas, après tout, quelle responsabilité pourrait redoubler un gouvernement qui a rétabli la paix fortement compromise, maintenu l'ordre à l'intérieur et calmé les surexcitations dangereuses des passions politiques. La chambre voudra-t-elle renoncer à ces conquêtes ou les compromettre ? Nous ne le croyons pas et un avenir prochain nous montrera que de nous, amis sincères de la révolution de juillet, ou de nos adversaires, ses ennemis, qui lèvent tout haut leur drapeau, auront à s'applaudir des résultats de la lutte.

Dans la séance extraordinaire de samedi dernier, M. le Maire a fait au nouveau Conseil municipal l'exposé de l'état des finances de la ville. — Après quoi, une Commission composée de cinq membres a été nommée, pour procéder à l'examen du projet de budget de 1845, et présenter son rapport.

L'administration municipale a franchement exprimé son opinion sur les systèmes que l'on peut suivre pour rétablir l'équilibre dans les recettes et les dépenses. C'est au Conseil maintenant qu'il appartient de choisir celui qui lui paraîtra le plus utile, le plus convenable.

M. le Maire a rempli courageusement son devoir. L'élite de nos concitoyens dont est composé le corps municipal, ne consultera, nous en avons l'intime conviction, que l'intérêt bien entendu de la ville qu'elle représente.

Nous avons parlé, à diverses reprises, de l'usine que M. liani se projetait d'établir à Corte pour l'exploitation des marbres aussi nombreux que variés qui gisent dans les environs. Nous sommes heureux d'annoncer que ce projet n'en est plus un et que cet important établissement, qui dote la Corse d'une spécialité aussi considérable, est aujourd'hui en pleine activité. Déjà plusieurs marbres sortant de cette usine ont été livrés au commerce. Il en existe à Bastia en grand nombre et se faisant remarquer par leur beauté et par leurs prix modérés.

Les assises du 1^{er} trimestre 1845 s'ouvriront à Bastia le 27 février prochain, sous la présidence de M. le conseiller Biadelli, assisté de MM. Stefanini et Maniez.

Nous trouvons dans le *Journal de la Corse* l'article suivant, auquel nous ne pouvons qu'adhérer et auquel nous souhaitons vivement que les vœux exprimés par ce journal soient entendus et ses espérances réalisées.

« On lit dans la *Revue de Paris* :

« Le gouvernement, par suite de l'importance des rapports de la France avec l'Algérie, a décidé la création de ports militaires de seconde classe sur le littoral de la Méditerranée. Ces ports dépendront de la circonscription de Toulon ; ils seront pourvus d'un arsenal, d'un chantier de radoub et d'un bassin de flot. Les bâtiments de guerre pourront y trouver aussi non seulement un refuge contre le mauvais temps, mais encore tous les moyens nécessaires pour réparer leurs avaries. Déjà une commission, composée d'hommes honorables et compétents, a visité Port-Vendres, petite ville maritime du département des Pyrénées-Orientales, pour aviser aux moyens d'y fonder un établissement de ce genre. Ce port serait sans contredit un des mieux choisis, des plus sûrs et des plus convenables. Les bateaux à vapeur de l'Algérie s'arrêtent souvent à Port-Vendres, et les nouvelles presses gagnent ainsi près de quinze heures d'avance. »

« Nous croyons pouvoir assurer que le port d'Ajaccio sera compris parmi les ports dont il est question dans l'article ci-dessus de la *Revue de Paris*. Nous avons longuement démontré à différentes époques le parti avantageux que le gouvernement peut tirer de ce port qui, par son heureuse position semble avoir été créé exprès par la nature pour devenir un vaste établissement maritime. La Corse, riche en matières premières dont elle ne tire que de faibles ressources, trouverait dans la création d'un port mi-

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

Maire, un débouché naturel, qui centuplerait son commerce, ramènerait son industrie et dédommagerait bientôt l'état des sacrifices qu'il y aurait faits. Ce serait pour celui-ci le seul moyen d'utiliser les immenses et vierges forêts qu'il possède et dont les arbres finissent par tomber en pourriture et nuire à la longue à leur belle végétation.

Quant au parti que la France continentale peut tirer du port d'Ajaccio dans ses communications avec l'Algérie, il est incontestablement plus grand que celui qu'il peut tirer du port de Port-Vendres; ce dernier port, quels que soient les travaux que le gouvernement voudra y faire exécuter, ne pourra jamais contenir que des navires d'une certaine portée, tandis que le port d'Ajaccio peut contenir et a déjà plusieurs fois contenu des flottes considérables, et pour cela, nous le répétons, la nature a tout fait; d'ailleurs Port-Vendres comparé à Ajaccio, se trouve aux portes de Toulon, et l'on ne saurait réellement comprendre qu'on y crée un établissement maritime dont l'importance sera toujours absorbée par la proximité du port principal. C'est entre Alger et Toulon qu'il faut établir des succursales qui pourrout, au besoin, devenir autant de jalons placés sur cette importante route de l'Orient, où les grands intérêts qui vont s'y débattre tôt ou tard, appelleront ben gré mal gré l'intervention de la France. Indiquer ce but à nos établissements maritimes, c'est désigner Ajaccio comme point intermédiaire. Il faut nécessairement qu'il devienne un port de ravitaillement et de relâche obligé. Combien de fois les officiers de la marine royale n'ont-ils pas eu à déplorer de ne trouver dans un des meilleurs ports que possède la France dans la Méditerranée aucun moyen de réparer leurs navires endommagés par la tempête? N'avons-nous pas vu le *Lavoisier* attendre, dans un danger imminent, les secours de Toulon? C'est un million que l'état a failli perdre. L'année dernière nous vîmes le *Sphinx* venir s'abriter dans notre port, ne pouvant plus tenir la mer; il avait à bord plus de cent passagers militaires qui, après avoir bien dépensé leur temps, avaient hâte de revoir leurs familles; ils durent attendre pendant quinze jours qu'un autre bateau de l'état vint les prendre et les ramener à Toulon. Les faits sont là pour appuyer les rapports favorables des marins les plus compétents et des ingénieurs les plus distingués.

Nous avons fait dans la haute prévoyance du gouvernement, nous espérons qu'il aura mis cette occasion de rendre le port d'Ajaccio à sa véritable destination.

Dans les grands travaux dont le gouvernement dote la France et qui honorent le règne de Louis-Philippe I^{er}, la Corse n'a pas été oubliée; depuis sa réunion à la France, aucun souverain n'avait témoigné une plus vive sollicitude pour ses intérêts; aucun souverain aussi ne fut plus aimé; aucune population ne lui fut plus dévouée; ses bienfaits, n'en doutons pas, nous seront continués; le dessèchement des marais, l'érection du port d'Ajaccio en port militaire, la création si urgente et si utile d'un port marchand à Bastia, le classement au rang des routes royales de la route de ceinture du Cap-Corse et les fonds d'entretien de nos routes royales, tels sont les travaux qui appelleront, cette année l'attention des chambres législatives en faveur de notre pays. Espérons que leurs décisions tendront à l'accroissement de notre prospérité et qu'elles nous donneront un nouveau gage de leur bienveillante sollicitude.

M. le consul de Toscane vient de porter à la connaissance du gouvernement, la notification suivante du 17 octobre 1844, de S. A. impériale et royale le grand-duc de Toscane : « Les navigateurs qui arriveront avec leurs bâtiments à la plage de Livourne, auront la faculté d'y jeter l'ancre, et pourront envoyer leur canot à terre pour raisonner, donner et recevoir des lettres, avec exemption de la taxe du droit d'ancre, si le séjour de leurs bâtiments ne dépasse pas trois jours; celui d'arriver compris, mais sous la condition expresse de ne pas prendre la libre pratique et de s'abstenir de toute opération de commerce à l'embarquement et au débarquement. L'exemption dont il est parlé ci-dessus ne s'étend pas aux frais de surveillance du service sanitaire, les-

quels continueront à être payés selon l'usage et dans les formes ordinaires.

Les bâtiments qui seraient encore ancrés sur la rade de Livourne dans la matinée du quatrième jour, seront par ce seul fait, déchus du bénéfice de l'exemption et sujets au paiement des droits et taxes établis par les tarifs en vigueur. »

M. Chevandier a lu à l'Académie des sciences et publie dans les *Annales forestières* un Mémoire fort intéressant sur l'influence des irrigations sur l'accroissement des arbres.

Pour comprendre l'importance des effets de l'irrigation sur la croissance des arbres en général, il suffit de tenir compte d'un fait incontestable : c'est que pour la culture des forêts, comme pour toutes les autres, il y a, suivant la composition du sol, un degré d'humidité le plus favorable à la fertilité, et que tous les efforts du forestier doivent contribuer à l'entretenir, sans le dépasser.

Si, par exemple, dans les terrains fangeux du grès vosgien, l'accroissement annuel du sapin est représenté par 1, il le sera par 2 dans les mêmes terrains secs, par 3 ou 5 dans les terrains qui reçoivent les eaux de pluie des chemins ou des pentes rapides, et par près de 6 partout où l'infiltration des eaux des ruisseaux entretient une fraîcheur permanente.

Pour mieux faire ressortir de quel intérêt des considérations de cette nature sont pour tous les propriétaires de forêts, il suffit de jeter les yeux sur ce que, dans ses expériences, M. Chevandier nomme les cas extrêmes.

L'accroissement annuel des sapins d'environ 100 ans a été dans les terrains fangeux de 1 kil., d'un peu moins de 3 kil., dans les terrains secs, et près de 20 kil. dans les terrains arrosés.

Ainsi le poids total d'un arbre de 100 ans est selon les circonstances où il a végété.

100 kilogrammes correspondent à 1/3 de stère; 300 kil. à 1 stère; 2,000 kil., à 7 stères.

La valeur calculée, en tenant compte de la différence du prix des bois de service selon leur grosseur, donne des différences encore plus saisissantes.

Une semence de sapin peut au bout de cent ans avoir produit un arbre valant sur pied, dans le sol fangeux, 1 fr. 50 c.; dans le sol sec, 7 fr., et dans le sol convenablement arrosé, quatre-vingt-cinq francs.

Ces chiffres, qui sont le résumé de la moyenne des longs calculs de M. Chevandier, ont toute l'autorité que doivent leur donner l'expérience et l'esprit d'observation de ce savant forestier; c'est rendre service au public que de lui mettre sous les yeux, comme le font les *Annales forestières*, des résultats aussi concluants que positifs.

M. Chevandier indique dans son mémoire les moyens pratiques d'arroser les terrains en pente propres à la sylviculture; les propriétaires de forêts liront avec fruit dans les *Annales forestières* les détails de ces procédés dont l'emploi peut, comme l'auteur l'a si bien démontré, augmenter le produit des bois dans des proportions énormes.

Un arrêté de M. le préfet du département de la Corse, en date du 30 décembre dernier contient les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les tableaux de recensement des jeunes gens de la classe de 1844 dressés par MM. les Maires conformément à l'article 8 de la loi du 21 mars 1832, seront publiés et affichés, ainsi que l'exige cet article, dans chaque commune du département, les dimanches 26 janvier 1845 et 2 février suivant.

Art. 2. L'examen de ces tableaux et le tirage au sort pour la désignation du contingent cantonal, prescrits par l'article 10 de la même loi, auront lieu dans chaque canton, au lieu, jour et heure indiqués dans le tableau suivant :

ARRONDISSEMENT DE BASTIA.

Opérations du canton de Lama, à Lama, 22 février, à 9 heures du matin. — de San-Martino, à San-Martino, 24 à 11 id. — de Brando, à Brando, 25 id. à id. — de Luri, à Luri, 26 à 10 id. — de Rogliano, à Rogliano, 27 id. à id. — de Nonza, à Nonza, 28 id. à 11 id. — de Saint-Florent, à Saint-Florent, 2 mars, à midi. — d'Oletta, à Oletta, 3 id. à 11 heures du ma-

tin. — de Santo-Pietro, à Santo-Pietro, 4 id. à id. — de Murato, à Murato, 5 id. à 10 id. — de Bastia, Terranova, à Bastia, 8 id. à 11 id. — de Borgo, à Borgo, 10 id. à midi. — de Cervione, à Cervione, 12 id. à 10 heures du matin. — de San-Nicola, à San-Nicola, 13 id. à id. — de Porto-Cassone, à Porto-Cassone, 14 id. à id. — de Vescovato, à Vescovato, 16 id. à id. — de Porto, à Porto, 18 id. à 9 id. — de Campile, à Campile, 19 id. à id. — de Campitello, à Campitello, 21 id. à 11 id.

ARRONDISSEMENT DE CALVI.

Opérations du canton de Calvi, à Calvi, 22 février, à midi. — de Calenzana, à Calenzana, 24 à 11 heures du matin. — d'Olimi-Cappella, à Olimi-Cappella, 27 à midi. — de Belgodere, à Belgodere, 1^{er} mars, à 11 heures du matin. — d'In-Rousse, à In-Rousse, 3 id. à id. — d'Algajola, à Algajola, 5 id. à id.

ARRONDISSEMENT DE CORTÉ.

Opérations du canton de Vezzani, à Vezzani, 22 février, à 9 heures du matin. — de Prunelli, à Prunelli, 24 id. à id. — de Piedicorte, à Piedicorte, 27 id. à id. — de Moita, à Moita, 1^{er} mars, à id. — de Pietra, à Pietra, 2 id. à id. — de Valle, à Valle, 4 id. à id. — de Piedicroce, à Piedicroce, 5 id. à id. — de Morosaglia, à Morosaglia, 7 id. à id. — de San-Lorenzo, à San-Lorenzo, 8 id. à id. — d'Omessia, à Omessia, 9 id. à id. — de Castifao, à Castifao, 11 id. à id. — de Calacuccia, à Calacuccia, 13 id. à id. — de Corte, à Corte, 15 id. à id. — de Serraggio, à Serraggio, 17 id. à id.

Art. 3. Le lieu où il sera procédé aux opérations de l'examen des tableaux et du tirage au sort sera désigné par M. le sous-préfet; un avis publié par M. le maire le fera connaître la veille du jour fixé pour ces opérations.

Le conseil de révision, d'après une décision de M. le préfet du département, se réunira pour l'admission des remplaçants présentés par les jeunes soldats disponibles, le 1^{er} lundi de la 1^{re} et de la 2^e quinzaine de chaque mois. Toute demande pour une époque intermédiaire ne sera pas accueillie.

Les pièces des remplaçants devront être déposées, au plus tard, le samedi précédent, à la préfecture (3^e division.)

Il n'est bruit que de la mission donnée par nos Démocrates à l'un d'eux pour Paris afin d'y chercher secours au besoin pressant du Progrès.

Ses instructions porteraient de traiter de préférence avec un riche et jeune marquis de l'Empire, auquel moyennant finances, on promettrait la députation à l'avènement, sans doute, de la République. La notabilité impériale n'acceptant pas, les mêmes offres devraient être faites à un Comte de la Restauration, et à son défaut à la première capacité parlementaire en fonds, qui se trouverait disponible.

On s'obligerait envers le futur candidat, à ne porter en compte que le salaire des ouvriers et les frais matériels de l'impression du journal, nos patriotes n'acceptant jamais rien pour eux, selon la tradition, qui fit une loi à tout philanthrope d'employer gratuitement tous ses talents au soulagement de l'humanité souffrante, et de ne recevoir que le juste prix des objets ou drogues fournis.

Les actionnaires des bateaux à vapeur de la compagnie Valéry frères, sont prévenus de se présenter au bureau des gérants pour retirer leur part au dividende du deuxième semestre 1844.

Nouvelles Diverses.

On sait qu'en présentant le budget, le ministre des finances a en même temps déposé le projet de loi sur les caisses d'épargne. Ce projet peut être en effet considéré comme une annexe de la loi de finances.

Voici le texte des principaux articles : Art. 1^{er}. Les caisses d'épargne établies dans les départements ne pourront à l'avenir recevoir du même déposant plus de 100 francs par semaine. Néanmoins

elles continueront à admettre jusqu'à concurrence de 300 francs par semaine, le premier versement de chaque déposant.

Suivent les exceptions en faveur des marins et des sociétés de secours et des militaires de terre et de mer.

Art. 3. Il ne sera plus reçu de versement au compte du déposant dont le crédit aura atteint la limite de 3,000 francs. Ce crédit pourra néanmoins être porté jusqu'à 3,000 fr. par la capitalisation des intérêts.

Au-delà de 3,000 fr. il ne sera plus tenu compte des intérêts composés.

Art. 5. Le remboursement des dépôts individuels reçus après la promulgation de la présente loi sera exigible jusqu'à concurrence de 500 francs, dans les quinze jours de la demande qui en sera faite à la caisse chargée du paiement et pour le surplus des sommes déposées, quel qu'en soit le montant, dans le délai de deux mois à dater de cette demande.

Sauf le cas prévu au paragraphe précédent aucun déposant ne pourra obtenir en deux mois le remboursement de plus de 500 fr.

Art. 6. Nul ne pourra avoir plus d'un livret dans la même caisse ou dans des caisses différentes, sous peine de perdre l'intérêt de la totalité des sommes déposées.

Art. 7. Tout déposant dont le crédit sera d'une somme suffisante pour acheter une rente de 10 francs au moins pourra obtenir sur sa demande par l'intermédiaire de l'administration locale et sans frais, la conversion de sa créance en une inscription au grand livre de la dette publique.

Art. 9. Les fonds en dépôt aux caisses d'épargne au 1^{er} janvier 1845 seront convertis sur la demande des déposants en rentes à p. 90 à raison de 100 fr. pour 4 fr. de rentes avec jouissance du 22 septembre 1845 et par imputation sur le capital de 100 millions provenant de l'emprunt du 25 juin 1841.

Voici les noms des membres qui composent, à la chambre des députés, la commission des pétitions : 1^{er} bureau, MM. le baron de Maingoval; 2^e, le marquis de Saint-Aulaire; 3^e, de Staplaine; 4^e, Le-noble; 5^e, Lebois; 6^e, Liadères; 7^e, Genty de Bussey; 8^e, le général Paixhans; 9^e, le vicomte Simon.

Mardi soir, vers cinq heures et demie, au moment où la bourse des marchandises allait se terminer, un coup de pistolet a retenti dans l'enceinte. C'était un jeune homme de 28 à 30 ans, nommé Royer, qui venait de tenter de se brûler la cervelle; mais le coup, mal dirigé, avait seulement coupé le bord du chapeau. On s'est aussitôt précipité sur lui, et on l'a entraîné dans le cabinet du commissaire de police de la Bourse, où l'on a reconnu qu'il avait sur lui un autre pistolet chargé et un couteau. Interrogé avec bonté par le commissaire sur les causes qui l'avaient poussé à cet acte, il s'est refusé d'abord à donner des explications; mais on a su par des négociations que ce jeune homme demeurant rue Saint-Honoré, après avoir fait des nertes sensibles dans les spéculations sur les spiritueux, comptait, pour dernière ressource, sur une place dans la maison de commerce de vins dont les magasins ont été détruits lors de l'incendie de la rue Cadet. C'est en vain que les personnes qui l'entouraient ont tenté, pendant plus d'une heure, de le faire renoncer à son funeste dessein; il ne répondait que par des cris aux paroles qu'on lui adressait, ou bien il se roulait sur le plancher.

M. le commissaire a pris alors le parti de l'envoyer à la préfecture de police dans une voiture, avec un exposé de faits; mais il a eu soin d'y faire monter avec lui un garde de la Bourse et deux soldats du poste voisin. Cette précaution n'a pas été inutile, car, après être resté tranquille dans les premiers moments, il a voulu se précipiter hors de la voiture et il a essayé de s'étrangler avec sa cravate. Arrivé à la préfecture de police, M. Royer a été placé dans une chambre particulière, où deux gardiens ont été chargés de veiller sur lui.

Une compagnie vient de se constituer à Londres pour demander la concession du chemin de fer de Marseille à Toulon. Nous pourrions probablement donner les noms des administrateurs dans notre prochain numéro. (Nouvelles de Marseille.)

Il paraît que le rapport sur l'Adresse sera cette année présenté plus tôt que de coutume; car l'immense majorité des membres de la commission était en parfait accord avec eux-mêmes et avec les ministres.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

elles continueront à admettre jusqu'à concurrence de 300 francs par semaine, le premier versement de chaque déposant.

Suivent les exceptions en faveur des marins et des sociétés de secours et des militaires de terre et de mer.

Art. 3. Il ne sera plus reçu de versement au compte du déposant dont le crédit aura atteint la limite de 3,000 francs. Ce crédit pourra néanmoins être porté jusqu'à 3,000 fr. par la capitalisation des intérêts.

Au-delà de 3,000 fr. il ne sera plus tenu compte des intérêts composés.

Art. 5. Le remboursement des dépôts individuels reçus après la promulgation de la présente loi sera exigible jusqu'à concurrence de 500 francs, dans les quinze jours de la demande qui en sera faite à la caisse chargée du paiement et pour le surplus des sommes déposées, quel qu'en soit le montant, dans le délai de deux mois à dater de cette demande.

Sauf le cas prévu au paragraphe précédent aucun déposant ne pourra obtenir en deux mois le remboursement de plus de 500 fr.

Art. 6. Nul ne pourra avoir plus d'un livret dans la même caisse ou dans des caisses différentes, sous peine de perdre l'intérêt de la totalité des sommes déposées.

Art. 7. Tout déposant dont le crédit sera d'une somme suffisante pour acheter une rente de 10 francs au moins pourra obtenir sur sa demande par l'intermédiaire de l'administration locale et sans frais, la conversion de sa créance en une inscription au grand livre de la dette publique.

Art. 9. Les fonds en dépôt aux caisses d'épargne au 1^{er} janvier 1845 seront convertis sur la demande des déposants en rentes à p. 90 à raison de 100 fr. pour 4 fr. de rentes avec jouissance du 22 septembre 1845 et par imputation sur le capital de 100 millions provenant de l'emprunt du 25 juin 1841.

Voici les noms des membres qui composent, à la chambre des députés, la commission des pétitions : 1^{er} bureau, MM. le baron de Maingoval; 2^e, le marquis de Saint-Aulaire; 3^e, de Staplaine; 4^e, Le-noble; 5^e, Lebois; 6^e, Liadères; 7^e, Genty de Bussey; 8^e, le général Paixhans; 9^e, le vicomte Simon.

Mardi soir, vers cinq heures et demie, au moment où la bourse des marchandises allait se terminer, un coup de pistolet a retenti dans l'enceinte. C'était un jeune homme de 28 à 30 ans, nommé Royer, qui venait de tenter de se brûler la cervelle; mais le coup, mal dirigé, avait seulement coupé le bord du chapeau. On s'est aussitôt précipité sur lui, et on l'a entraîné dans le cabinet du commissaire de police de la Bourse, où l'on a reconnu qu'il avait sur lui un autre pistolet chargé et un couteau. Interrogé avec bonté par le commissaire sur les causes qui l'avaient poussé à cet acte, il s'est refusé d'abord à donner des explications; mais on a su par des négociations que ce jeune homme demeurant rue Saint-Honoré, après avoir fait des nertes sensibles dans les spéculations sur les spiritueux, comptait, pour dernière ressource, sur une place dans la maison de commerce de vins dont les magasins ont été détruits lors de l'incendie de la rue Cadet. C'est en vain que les personnes qui l'entouraient ont tenté, pendant plus d'une heure, de le faire renoncer à son funeste dessein; il ne répondait que par des cris aux paroles qu'on lui adressait, ou bien il se roulait sur le plancher.

M. le commissaire a pris alors le parti de l'envoyer à la préfecture de police dans une voiture, avec un exposé de faits; mais il a eu soin d'y faire monter avec lui un garde de la Bourse et deux soldats du poste voisin. Cette précaution n'a pas été inutile, car, après être resté tranquille dans les premiers moments, il a voulu se précipiter hors de la voiture et il a essayé de s'étrangler avec sa cravate. Arrivé à la préfecture de police, M. Royer a été placé dans une chambre particulière, où deux gardiens ont été chargés de veiller sur lui.

Une compagnie vient de se constituer à Londres pour demander la concession du chemin de fer de Marseille à Toulon. Nous pourrions probablement donner les noms des administrateurs dans notre prochain numéro. (Nouvelles de Marseille.)

Il paraît que le rapport sur l'Adresse sera cette année présenté plus tôt que de coutume; car l'immense majorité des membres de la commission était en parfait accord avec eux-mêmes et avec les ministres.

elles continueront à admettre jusqu'à concurrence de 300 francs par semaine, le premier versement de chaque déposant.

Suivent les exceptions en faveur des marins et des sociétés de secours et des militaires de terre et de mer.

Art. 3. Il ne sera plus reçu de versement au compte du déposant dont le crédit aura atteint la limite de 3,000 francs. Ce crédit pourra néanmoins être porté jusqu'à 3,000 fr. par la capitalisation des intérêts.

Au-delà de 3,000 fr. il ne sera plus tenu compte des intérêts composés.

Art. 5. Le remboursement des dépôts individuels reçus après la promulgation de la présente loi sera exigible jusqu'à concurrence de 500 francs, dans les quinze jours de la demande qui en sera faite à la caisse chargée du paiement et pour le surplus des sommes déposées, quel qu'en soit le montant, dans le délai de deux mois à dater de cette demande.

Sauf le cas prévu au paragraphe précédent aucun déposant ne pourra obtenir en deux mois le remboursement de plus de 500 fr.

Art. 6. Nul ne pourra avoir plus d'un livret dans la même caisse ou dans des caisses différentes, sous peine de perdre l'intérêt de la totalité des sommes déposées.

Art. 7. Tout déposant dont le crédit sera d'une somme suffisante pour acheter une rente de 10 francs au moins pourra obtenir sur sa demande par l'intermédiaire de l'administration locale et sans frais, la conversion de sa créance en une inscription au grand livre de la dette publique.

Art. 9. Les fonds en dépôt aux caisses d'épargne au 1^{er} janvier 1845 seront convertis sur la demande des déposants en rentes à p. 90 à raison de 100 fr. pour 4 fr. de rentes avec jouissance du 22 septembre 1845 et par imputation sur le capital de 100 millions provenant de l'emprunt du 25 juin 1841.

Voici les noms des membres qui composent, à la chambre des députés, la commission des pétitions : 1^{er} bureau, MM. le baron de Maingoval; 2^e, le marquis de Saint-Aulaire; 3^e, de Staplaine; 4^e, Le-noble; 5^e, Lebois; 6^e, Liadères; 7^e, Genty de Bussey; 8^e, le général Paixhans; 9^e, le vicomte Simon.

Mardi soir, vers cinq heures et demie, au moment où la bourse des marchandises allait se terminer, un coup de pistolet a retenti dans l'enceinte. C'était un jeune homme de 28 à 30 ans, nommé Royer, qui venait de tenter de se brûler la cervelle; mais le coup, mal dirigé, avait seulement coupé le bord du chapeau. On s'est aussitôt précipité sur lui, et on l'a entraîné dans le cabinet du commissaire de police de la Bourse, où l'on a reconnu qu'il avait sur lui un autre pistolet chargé et un couteau. Interrogé avec bonté par le commissaire sur les causes qui l'avaient poussé à cet acte, il s'est refusé d'abord à donner des explications; mais on a su par des négociations que ce jeune homme demeurant rue Saint-Honoré, après avoir fait des nertes sensibles dans les spéculations sur les spiritueux, comptait, pour dernière ressource, sur une place dans la maison de commerce de vins dont les magasins ont été détruits lors de l'incendie de la rue Cadet. C'est en vain que les personnes qui l'entouraient ont tenté, pendant plus d'une heure, de le faire renoncer à son funeste dessein; il ne répondait que par des cris aux paroles qu'on lui adressait, ou bien il se roulait sur le plancher.

M. le commissaire a pris alors le parti de l'envoyer à la préfecture de police dans une voiture, avec un exposé de faits; mais il a eu soin d'y faire monter avec lui un garde de la Bourse et deux soldats du poste voisin. Cette précaution n'a pas été inutile, car, après être resté tranquille dans les premiers moments, il a voulu se précipiter hors de la voiture et il a essayé de s'étrangler avec sa cravate. Arrivé à la préfecture de police, M. Royer a été placé dans une chambre particulière, où deux gardiens ont été chargés de veiller sur lui.

Une compagnie vient de se constituer à Londres pour demander la concession du chemin de fer de Marseille à Toulon. Nous pourrions probablement donner les noms des administrateurs dans notre prochain numéro. (Nouvelles de Marseille.)

Il paraît que le rapport sur l'Adresse sera cette année présenté plus tôt que de coutume; car l'immense majorité des membres de la commission était en parfait accord avec eux-mêmes et avec les ministres.

5^e La cessation du retard de douze heures pour les lettres qui passant par Paris y attendent depuis six heures du matin le départ de six heures du soir. — Les opérations de la caisse d'épargne de Paris pendant l'année 1844, présentent les résultats suivants : 299,444 versements, y compris les transferts envoyés par les caisses d'épargne départementales, se sont élevés à la somme de 82,908,419 fr. 43 cent. 90, 163 remboursements, y compris les transferts envoyés aux caisses d'épargne départementales, ont monté à la somme de 39,671,009 fr. 38 c. Les intérêts bonifiés aux déposants sont fixés à 4 millions 038,961 fr. 63 cent.

Enfin, le solde dû à 173,375 déposants a été arrêté au 31 décembre, à 112,061,945 fr. 06 cent. L'accroissement pour l'année 1844 a donc été de 7,275,701 fr. 67 c. et de 11,672 déposants.

M. le lieutenant-général vicomte Thibaut Sébastiani, pair de France, commandant la 1^{re} division militaire, a été nommé grand-croix de l'ordre royal de la Légion d'honneur.

M. Bouet, capitaine de vaisseau, gouverneur du Sénégal, est attendu à Toulon, où il doit s'embarquer pour retourner à son poste. La corvette à vapeur le *Gazendi* a été mise à la disposition de M. Bouet, qui doit aussi armer deux autres vapeurs pour une expédition importante dont le projet a été approuvé par le gouvernement.

La commission de l'Adresse de la chambre des députés s'est réunie le 2 janvier dans le cabinet du président de la chambre, qui est aussi, aux termes du règlement, président de la commission.

Dans cette première réunion la commission a décidé qu'elle demanderait au ministère la communication des documents et des pièces relatives aux questions principales que contient le discours de la couronne. Elle a décidé également qu'elle inviterait les ministres à lui faire connaître le jour où ils seront prêts à lui donner des explications. On croit que M. le président du conseil et M. le ministre des affaires étrangères pourront se rendre au sein de la commission lundi 6 janvier.

On nous écrit de Madrid, 28 décembre : « Les séances du Congrès sont de nouveau prorogées jusqu'au 2 janvier. On regrette cette interruption dans les travaux législatifs, qui laisse si longtemps indéfinie la loi si importante sur la dotation du culte et du clergé. C'est cette loi qui est la cause principale de la démission de dix-sept députés du parti appelé monarchique, et dont les noms viennent d'être officiellement annoncés. Il ne se trouve parmi eux aucun député qui ait marqué dans les délibérations de la chambre législative, à l'exception du marquis de Viluma. Dans la dernière séance, M. Orensé, le seul membre progressiste du Congrès, a adressé des interpellations au ministère sur la démission des députés monarchiques. Le président du conseil, le général Narvaez, a répondu que le cabinet gouverne et gouvernera avec les Cortès actuelles. En effet cette retraite volontaire de dix-sept membres les plus opposés aux lois administratives du ministère, lui assure une imposante majorité. »

On écrit de Constantinople, le 18 décembre, au *Morning-Post* : « La Porte-Ottomane a consenti à réparer l'insulte faite au consul britannique à Trébisonde. Le pacha devra d'abord adresser des excuses au consul par l'intermédiaire de son kèaya, ou premier officier de sa maison. Ensuite il invitera le consul et son drogman à se rendre au palais. Ces deux fonctionnaires s'y rendront, conformément à l'étiquette orientale, montés sur des chevaux du pacha. A leur arrivée, on leur servira, suivant l'usage, des pipes et du café. Le pacha exprimera de nouveau au consul les regrets de ce qui s'est passé, et les relations entre le consul et le pacha seront rétablies. En ce qui concerne la conduite cruelle d'Abdallah pacha envers le malheureux qui était passé sous la protection du consul, les ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Russie se proposent de faire d'énergiques représentations à la Porte. »

On écrit de Rome, le 23 décembre. « On vient de vendre publiquement le mobilier de l'appartement que feu Thörnwaldsen occupait dans le palais Barberini, et tous les ustensiles et instruments de l'atelier de ce grand artiste.

— La prison de Versailles renferme en ce moment deux condamnés à mort, Delton et Grasset, dont les pourvois en cassation ont été rejetés, et qui attendent les résultats des recours en grâce qu'ils ont adressés au roi. Chacun des condamnés avait été d'abord placé dans un cabanon particulier, mais depuis quelques jours, et à cause du froid, ils avaient été réunis dans une pièce chauffée par un poêle. Tous deux étaient frottés aux pieds et aux mains, et presque constamment surveillés par une sentinelle placée dans le couloir, à la porte même de leur cachot.

Avant-hier, une violente dispute s'est engagée entre eux, et bientôt, en réponse à une apostrophe de Delton, Grasset s'est précipité sur lui. Ne pouvant faire usage de ses mains, étroitement enfoncées dans des menottes rattachées aux pieds par une chaîne, il a renversé Delton d'un coup de tête, l'a saisi avec ses dents dans la région abdominale, et lui a fait les plus horribles blessures. Delton rendu furieux par la douleur, est parvenu, malgré ses fers, à saisir la figure de Grasset, et la lui a déchirée avec ses ongles. Aux cris poussés par ces deux hommes, on est accouru, et ce n'est pas sans peine qu'on a pu mettre fin à cette lutte sanglante des deux condamnés à mort.

Librairie Fabiani.

FORMAT CHARPENTIER.
GRAND IN-18.

Ouvrages choisis dans les collections publiées sous divers titres.
à 3 fr. 50 c. le volume.

- FENELON. *Les Aventures de Télémaque*, avec portrait.
- GIGUET. *L'Iliade et l'Odysse*, trad. nouvelle.
- LAMONNOYE. *Noëls Bourguignons*.
- LEROUX (de Lincy). *Le livre des proverbes français*, leur origine, leur acception, procédé d'un essai sur la philosophie de Sancho-Pan.
- LESSON. *Mœurs*, instinct et singularité de la vie des animaux.
- LUCAS (Hippolyte). *Histoire philosophique et littéraire du théâtre français*.
- MACCHIAVELLI. *Oeuvres politiques* recueillies et précédées d'un essai sur l'esprit révolutionnaire, par Christian.
- NAPOLÉON. *Oeuvres choisies* précédées d'une étude littéraire (portraits).
- ORTAIRE-FOURNIER. *Le Paradis terrestre*, ou la Famille Exilée, édition ornée d'un grand nombre de vignettes sur bois.
- OSSIAN. *Poèmes gaéliques*, traduction nouvelle, précédée de recherches critiques sur Ossian et les Calédoniens, par P. Christian.
- OTT (le docteur). *Manuel d'histoire ancienne*, depuis le commencement du monde jusqu'à Jésus-Christ.
- Manuel d'histoire moderne*, depuis Jésus-Christ jusqu'à nos jours.
- PASCAL. *Pensées*, précédées d'une notice sur sa vie, par M^{me} Périer, sa sœur.
- PLUTARQUE. *Vies des hommes illustres*.
- QUINET (Edgard). *Ashacrus*, précédé d'une étude sur la nature du génie poétique, par M. Magnin.
- RENOUVIER. *Manuel de philosophie moderne*.
- REYBAUD (Louis). *Jérôme Paturot* à la recherche d'une position sociale.
- RETZ (Cardinal de). *Mémoires*, avec les fragments restitués, augmentés de lettres inédites et de fac-simile.
- ROBERTSON. *Histoire de Charles-Quint*, précédée de l'histoire de l'Europe, depuis la chute de l'empire romain, traduction Suard.
- SAINT-BEUVE. *Portraits littéraires*, nouvelle édition augmentée.
- SALVANDY. *Histoire de Pologne*.
- SCARRON. *Roman comique*.
- SEGUR. *Galerie morale*, précédée d'une notice par M. Sainte-Beuve.
- Mémoires*, ou souvenirs et anecdotes.
- Histoire ancienne*, comprenant l'histoire des Égyptiens, des Médés, des Perses, des Juifs, de la Grèce, de la Sicile, de Carthage, etc.

Histoire Romaine, depuis la fondation de Rome jusqu'à la fin du règne de Constantin.

Histoire du Bas Empire, comprenant l'histoire des empires d'Occident, d'Orient, Grec, Latin et du second empire Grec, depuis Constantin jusqu'à la prise de Constantinople, par Mahomet.

SEVIGNE. *Lettres choisies de madame de Sévigné*, précédées de l'éloge de M^{me} de Sévigné, par M^{me} A. Tastu, couronné par l'Académie française, et de l'extrait du rapport de M. Villemain.

TASCHEREAU. *Histoire de la vie et des ouvrages de Molière*, édition ornée de 3 gravures.

VIARDOT. *Les Musées d'Italie*, Guide et Memento de l'artiste et du voyageur.

Les Musées d'Espagne, d'Angleterre et de Belgique, pour faire suite aux Musées d'Italie.

VIENNET. *Fables politiques*.

VITET. *Les Barricades*, etc.

VERTOT. *Oeuvres choisies*, comprenant l'histoire des Révolutions Romaines, les Révolutions de Suède et de Portugal, suivies de divers opuscules historiques.

YOUNG. *Les Nuits et les Tombeaux*, précédées d'un Essai sur le Jobisme, par P. Christian.

Les Constitutions des Jésuites, avec les déclarations, texte latin, d'après l'édition de Prague.

Chefs d'œuvres poétiques des dames françaises, depuis le XIII^e siècle jusqu'au XIX^e.

AVIS.

L'inauguration du nouvel orgue de Notre-Dame reste toujours fixée pour dimanche prochain, 19 du courant.

Le rituel de l'église n'admettant point l'accompagnement des orgues le dimanche de Septuagésime, l'inauguration aura lieu à 3 heures précises de relevée, aux premiers vêpres de la fête de St-Sébastien. Le conseil de fabrique a arrêté que le prix des chaises sera porté indistinctement à 15 centimes pour la solennité de dimanche, et à 10 centimes pendant la neuvaïne de St-Dévote, patronne de la Corse, y compris le jour de la fête. Les abonnements seront suspendus à partir du 19 jusqu'au 28 de ce mois.

M. Pezzoli François, de Bergame, ancien élève du lycée musical de la même ville, et ensuite du conservatoire L. R. de Milan, actuellement maître de chapelle de H. R. Basilique Collégiale de Monza, professeur de musique de S. A. I. et R. l'archiduc viceroi du royaume Lombard-Vénitien, touchera les orgues. Cet artiste distingué est déjà arrivé à Bastia.

Le bateau à vapeur la Letizia partira de Bastia pour Ajaccio le 21 courant à 6 heures du soir, le 22 au matin il relachera à l'île-Rousse et Calvi et sera rendu à Ajaccio dans la journée.

Il repartira d'Ajaccio le 23 au soir touchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

Ce même bateau qui partira de Marseille pour se rendre à Bastia le 19 courant, repartira de Bastia pour Marseille le 26 idem.

Un étage composé de sept pièces, situé rue droite. S'adresser au bureau du Journal.

A LOUER DE SUITE.

Un étage composé de sept pièces, situé rue droite. S'adresser au bureau du Journal.

E stato smarrito, verso la fine del mese d'ottobre, uelle Agriate, una mula di color nero, bocca bianca, ferrata davanti con due piccole macchie bianche sulle spalle. Colui che l'avesse ritrovata è pregato di darne ricapito al Sig. Anton-Giuseppe Giuseppi, proprietario di Olmeta di Capocorso, il quale offre una discreta ricompensa.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES

LIVOURNE, 1^{er} janvier, bat. à vap. Golo, de 57 tx, c. Bugliani, passagers.

LIVOURNE, 5 id. bateau Jeune Cléante, de 21 tx, c. Sanguinetti, blé.

LIVOURNE, 5 id. goëlette St-Joseph, de 38 tx, c. Gabrielli, blé.

LIVOURNE, 5 id. bk-gte Assomption, de 60 tx, c. Belpodero, blé.

LIVOURNE, 5 id. mistick Conception, de 30 tx, c. Bonelli, blé.

LIVOURNE, 5 id. bk-gte Conception, de 40 tx, c. Marini, blé.

LIVOURNE, 5 id. mistick Pipi, de 29 tx, c. Guaitella, blé.

LIVOURNE, 5 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Thiers, blé.

MARSEILLE, 6 id. bat. à vap. Letizia, de 73 tx, c. Lota, diverses.

LIVOURNE, 6 id. mistick Misericorde, de 44 tx, c. Vedrin, blé.

BONE, 7 id. bateau St-Clément, de 55 tx, c. Jedon, poudre.

RIO, 8 id. goëlette Ange-Raphael, de 56 tx, c. Carletti, minéral.

RIO, 8 id. goël. Carlotta, de 46 tx, c. Sarri, minéral.

RIO, 8 id. goëlette Caroline, de 60 tx, c. Carletti, id.

RIO, 8 id. tartane St-Roch, de 46 tx, c. Soldani, id.

LIVOURNE, 8 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Bertocci, passagers.

NAPLES, 8 id. balancelle St-François, de 52 tx, c. Palomba, en lest.

RIO, 9 id. brick Valéry Jean, de 120 tx, c. Sciaccaluga, minéral.

LIVOURNE, 9 id. bombarde Assomption, de 81 tx, c. Luchetti, blé.

LIVOURNE, 12 id. bat. à vap. Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.

LIVOURNE, 13 id. brick-gte Conception, de 60 tx, c. Erza, blé.

AJACCIO, 15 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Valzi, diverses.

DÉPARTS

LIVOURNE, 4 janvier, brick-goëlette Conception, de 60 tx, c. Erza, en lest.

LIVOURNE, 5 id. bateau Jeune Cléante, de 21 tx, c. Sanguinetti, en lest.

A LA PLAGE, 5 id. mistick St-Vincent-Ferreri, de 30 tx, c. Battestini, en lest.

MARSEILLE, brick Migliacciato, de 125 tx, c. Guaitella, fonte.

A LA PLAGE, 5 id. bœuf Jésus-Marie, de 18 tx, c. Figalo, en lest.

A LA PLAGE, 5 id. bœuf Vierge des Carmes, de 15 tx, c. Baussa, en lest.

LIVOURNE, 5 id. bat. à vap. Golo, de 57 tx, c. Bugliani, passagers.

AJACCIO, 11 id. bat. à vapeur Télégraphe, de 53 tx, c. Valzi, passagers.

LIVOURNE, 12 id. brick-goëlette Assomption, de 60 tx, c. Gentile, en lest.

LIVOURNE, 12 id. brick-goëlette Ville de Bastia, de 75 tx, c. Zanni, en lest.

MARSEILLE, 12 id. brick Aurere, de 130 tx, c. Be-teiller, fonte.

MARSEILLE, 12 id. brick Colonel Combes, de 115 tx, c. Lemerle, fonte.

MARSEILLE, 12 id. bat. à vap. Letizia, de 73 tx, c. Lota, huile et passagers.

RIO, 12 id. goëlette Ange-Raphael, de 56 tx, c. Carletti, en lest.

RIO, 12 id. tart. St-Roch, de 46 tx, c. Soldani, en l.

RIO, 12 id. gte Caroline, de 60 tx, c. Carletti, en l.

LIVOURNE, 14 id. brick-goëlette Conception, de 40 tx, c. Marini, en lest.

LIVOURNE, 14 id. mistick Pipi, de 29 tx, c. Guaitella, en lest.

LIVOURNE, 14 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Thiers, en lest.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

JEUDI 23 JANVIER 1845.

N^o 4.

XII^e.



CE JOURNAL

PARAIT

TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jésuites.

A Paris, à l'Office Correspondance de L. JOUVET et Co, place de la Bourse, N^o 2, où l'on reçoit les Annonces.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

L'on veut bien reconnaître que la presse de l'opposition de gauche ou de droite n'est pas dans les conditions voulues d'indépendance morale pour apprécier impartialement les actes de la révolution de Juillet; mais cette concession qu'on nous fait, on refuse de la rendre complète et on invoque, nous ne savons quelle exception sentimentale, en faveur de la presse démocratique. Nous ne savons, en vérité, sur quels fondements raisonnables, cette immunité pourrait être revendiquée, car si les deux presses, dont on a fait si bon marché — et cela est important — ont des convictions telles quelles et des passions, nous ne saurions que la presse de la démocratie soit privée de convictions, que nous n'examinons pas en ce moment, et se trouve à l'abri des passions exclusives, emportées et violentes. Or ce qui empêche l'impartialité d'exister ce sont précisément les passions qui dénaturent les faits, même à leur insu, qui les défigurent et qui exagèrent tout ce qu'elles voient, exagèrent et racontent. La presse démocratique voudrait-elle prétendre qu'elle n'est pas passionnée? Mais ce serait là une assez pauvre naïveté qui ne porterait qu'à tire loin de convaincre personne. Et voyez, en effet, comme elle sait se mettre à l'abri de ces passions étroites et mesquines! Ses adversaires, dit-elle, ne peuvent être crus parce qu'ils boivent et mangent — quel style et quel ton — avec ceux qu'ils défendent. Toujours le même système, aussi faux qu'il est maladroît, car on sait que la presse démocratique sait fort bien se faire payer de ses lecteurs et qu'elle ne donne pour rien ses recettes et ses papiers. Les frais de rédaction dans chacune de ces feuilles sont assez considérables pour qu'on n'ait pas le droit de parler de désintéressement et d'abnégation. Qu'on se contente donc d'avoir pour soi, du moins on l'affirme avec un sérieux imperturbable, le monopole du patriotisme, de l'intelligence, du dévouement, mais au moins qu'on garde un discret silence sur le reste. Quand, chaque année, on s'efforce de placer les couronnes royales sous les menaces de l'interdit de la popularité démocratique, parce qu'elles n'accordent pas à ces feuilles bien pensantes l'aumône des annonces judiciaires, on a mauvaise grâce à parler chaque jour de son horreur pour ce vil métal, qu'on recherche avec tant d'ardeur. Bien entendu qu'il s'agit de la presse démocratique en général, car il n'est question que d'elle et non d'autre chose.

Que la presse démocratique ait des convictions, c'est possible; les légitimistes, qu'on abandonne aujourd'hui après les avoir appuyés jadis, en ont bien; qu'elle ait l'idée que ses principes appliqués pourraient créer des merveilles, enfanter des prodiges et guérir miraculeusement tous les maux de la société; qu'elle importe; les légitimistes disent bien qu'avec une troisième restauration flanquée du suffrage universel à deux degrés, tout serait fini et l'âge d'or renaitrait. S'il vous est libre à vous de sourire de ces rêves innocents, nous aurons au moins la liberté de nous railler de vos châteaux en Espagne, renouvelés de la république de Platon; notre incrédulité à votre égard ne sera pas plus une calomnie vis-à-vis de vous, que votre dédain ne sera une insulte pour la presse légitimiste. Liberté pour tout le monde; c'est là de la vraie et de la bonne démocratie et nous sommes, au fond, plus démocrates que vous ne l'êtes vous-mêmes.

Rien n'est facile, nous le savons, comme de rédiger un programme et de faire de brillantes promesses; mais le difficile c'est de réaliser son programme. Pour nous, nous sommes grandement exigeants à cet

égard et d'autant plus exigeants que nous avons vu, dix ans, ces principes et ces promesses à l'œuvre chez nous et nous ne sachions pas que la France ait eu beaucoup à s'applaudir de 89 à 1800 sous le rapport de la fixité, de la durée des constitutions. Compter les constitutions plus ou moins libérales, qui se sont succédées, détruites et vous verrez si, en France, la démocratie telle que vous l'entendez, peut arriver à constituer quoi que ce soit. Après dix ans d'incroyables efforts, d'effrayantes tyrannies, pour fonder la liberté c'est-à-dire le despotisme de quelques coteries ou le triomphe de quelques utopies bien croulées et bien irréalisables, il a fallu, pour avoir de l'ordre, aboutir à l'autorité d'un seul. Eh bien! c'est parce que nous avons vu l'école démocratique à l'œuvre alors; c'est parce que nous avons vu son impuissance radicale de rien organiser, que nous nous tenons en défiance d'elle et que nous ne voulons pas recommencer les expériences en animé vil qui voudraient refaire nos sauveurs en expectative.

Et ici nous n'inventons pas, nous racontons; comme rien n'est brutal comme un fait, nous croyons que notre conviction est raisonnable et fondée en raison. D'ailleurs n'avons-nous pas l'expérience toute nouvelle des premières années qui ont suivi 1830? Qui donc a oublié les échantillons de liberté, d'indépendance et d'esprit patriote que nous ont donnés les mille sectes si progressives les unes sur les autres, de l'école démocratique? Le beau spectacle, en vérité, qu'elles nous ont présenté, par toutes les théories absurdes, funestes qu'elles enfançaient l'une après l'autre? Quelle espérance d'ordre et de fixité pour l'avenir nous ont-elles fait entrevoir, alors qu'elles se séparèrent en parties opposées, s'anathématisant l'une l'autre? Nous ne parlons pas de leurs actes; ce serait bien pis.

Aujourd'hui encore voyez quelle harmonie règne dans la presse démocratique? Croyez-vous qu'au fond le National soit bien d'accord avec la Réforme et celle-ci avec M. Cabot? Supposez, que pour le malheur du pays et même pour le malheur de ces partis, l'un d'eux vint à triompher et vous verriez l'impopularité s'attacher à ces apôtres arrivés au pouvoir, pour suivre ceux qui les remplaceraient. Nous connaissons de ces ardens démocrates, bien ardens et bien convaincus, qui auraient commencé par faire fusiller leurs antagonistes en fait de démocratie, pour être plus libres d'accorder la liberté aux autres, quitte à traiter de même les récalcitrants qui ne voudraient pas accepter la liberté à leur manière. N'y a-t-il pas eu des démocrates qui, prisonniers à Sainte-Pélagie, ont illuminé le jour de la mort de Lafayette, parce qu'il était un aristocrate de moins. Vous le voyez: n'est pas libre qui veut, n'est pas adversaire des aristocrates qui veut et qui croit l'être. Dans le parti démocratique, le dernier mot restera toujours aux plus hardis, aux plus audacieux et non pas aux plus modérés. C'est là ce qui nous tient en défiance contre ce parti et nous fait prendre ses promesses pour des illusions, hommes à récréer les imaginations impressionnables des grands hommes de vingt ans ou à nourrir l'esprit aveugle et emporté des sectaires.

Or, d'hommes ainsi faits, chez lesquels l'imagination, — si c'en est une de vouloir recopier servilement le passé, — étouffe le bon sens pratique, nous croyons qu'il ne faut attendre ni l'impartialité, ni le sang-froid qui peuvent faire accepter un jugement comme chose définitive et parfaitement démontrée. Nous croyons que de eux, plus que d'autres, il faut prévoir beaucoup d'injustices, de maladresse et de fausses accusations, précisément parce que dans les partis extrêmes, c'est la passion qui domine.

Aussi, nous avouons ingénument que nous serions médiocrement rassurés en voyant confier aux apôtres de la démocratie le soin de faire prospérer la monarchie constitutionnelle. Ce serait là une duperie qui ressemblerait trop à ce procédé singulièrement dépourvu de tact qui remettrait le soin d'un enfant mineur aux mains d'un héritier avide et sans scrupule. La monarchie constitutionnelle aux mains de la démocratie? Mais en vérité, il vaudrait mieux la tuer tout d'abord, car au moins on gagnerait du temps et l'on s'épargnerait les frais d'une expérience inutile. Ou verrait plus vite la démocratie à l'œuvre, sans masque hypocrite sur sa figure, se détruisant de ses propres mains, appelant, dans son instabilité radicale, une constitution nouvelle au secours d'une constitution détruite et nous faisant jouer au jeu passablement stérile des pouvoirs détraqués. Qu'on fasse ces expérimentations dans les livres et dans les journaux, c'est là, après tout, un passe-temps fort innocent; qu'on croie même sérieusement que le pays est aveuglé et plein d'ingratitude en ne voulant pas se plier aux essais qu'on demande, c'est là une consolation assez inoffensive, pour que nous n'ayons rien à y voir. Mais qu'on veuille nous persuader les choses impossibles; qu'on veuille que le pays se prête complaisamment à ces recherches de nos modernes alchimistes, c'est perdre son temps vis-à-vis de nous qui connaissons parfaitement le dessous des cartes, vis-à-vis du pays qui n'a rien oublié. Vous confier le salut de la monarchie constitutionnelle? Mais en vérité c'est par trop fort et n'est-ce pas le cas de dire: qui trompe-t-on ici?

A la date du 19 décembre dernier, se livrant à une critique rétrospective du paragraphe du discours de M. le Maire de Bastia, dans lequel ce fonctionnaire, le jour de son installation, entretenait le conseil municipal de la nécessité de relever les finances de la commune, le *Progrès* disait:

« On a insinué tout d'abord, que M. le Maire avait eu plutôt la pensée d'infliger un blâme à son prédécesseur, que de faire un programme qui dut être sa règle de conduite. Les paroles du nouveau fonctionnaire n'avaient cependant rien d'abusif à la conduite du Maire sortant; mais qui ne sait qu'en pareille circonstance, le silence est peut-être la formule du blâme la plus sévère. »

Dans son dernier numéro, le même journal prétend, à son tour, que M. le Maire en faisant un exposé de l'état des finances de la ville, dans la séance du 11 de ce mois, aurait voulu déverser le blâme sur ses prédécesseurs.

Voici comment il s'exprime:

« M. le Maire nous a paru trop se préoccuper de l'idée de justifier son administration, et il n'a pas craint de faire placer un certain blâme sur l'administration de ses prédécesseurs, et cela, qu'il nous soit permis de le dire, sans nécessité comme sans preuves. »

M. le Maire n'a blâmé, ni eu l'intention de blâmer qui que ce soit. Il a dit que les causes de la situation actuelle ne datent point de son administration; que cette situation est la conséquence des faits antérieurs qui devaient forcément y amener une administration quelconque. Il a ensuite ajouté qu'elle est la conséquence nécessaire des nouveaux besoins créés par le développement et l'importance toujours croissante de la ville, lesquels exigent une augmentation de ressources, si l'on veut rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses communales.

Y a-t-il dans ces paroles, l'ombre d'un blâme pour

les devanciers de M. le Maire? Le simple bon sens suffit pour décider cette question.

Au reste, ce magistrat n'est pas en peine, qu'on veuille bien le croire, de justifier son administration, sans avoir recours à des attaques contre les administrateurs qui l'ont précédé. C'est faire injure à son caractère et à sa loyauté, généralement reconnus, que de lui supposer une pareille pensée.

La discussion sur le projet d'adresse présenté par la commission à la chambre des pairs a commencé dans la séance du 13 janvier. M. Molé a vivement attaqué la conduite du cabinet du 29 octobre sur trois faits, l'occupation de Taïti, la question du Maroc et le droit de visite. M. Molé paraissait plutôt céder à des ressentiments personnels que vouloir traiter une question d'intérêt général et tous les arguments ont été plutôt dirigés contre M. Guizot que contre sa politique. M. Guizot a répondu au noble pair et il a constaté qu'un résultat important avait été obtenu, relativement à une de ces affaires, le droit de visite, puisque l'Angleterre avait acquiescé à la proposition faite par le ministère français de nommer une commission composée en partie d'Anglais et de Français pour examiner quels seraient les meilleurs moyens de réprimer la traite des noirs, en faisant disparaître les graves inconvénients qui existent dans les traités en vigueur. Dans les séances suivantes la discussion a continué et la chambre a adopté les quatre premiers paragraphes du projet d'adresse, sans amendement, à l'exception d'un seul sur le droit de visite, consenti par le cabinet.

Ce n'est que lundi 20, qu'a dû commencer la discussion de l'adresse à la chambre des députés.

Voici le texte du projet d'adresse de la chambre des députés lu le 17 en séance publique.

Sire, lorsque notre session s'achève, il y a un point de vue, des complications qui peuvent devenir sérieuses avaient excité votre sollicitude. En reprenant aujourd'hui nos travaux au milieu d'un calme profond, nous sommes à nous incliner avec vous du brillant succès de vos armes, et du prompt rétablissement de la paix.

Pour défendre nos possessions d'Afrique contre des agressions répétées, la guerre avec le Maroc était devenue juste et nécessaire; à votre voix, sire, nos armées du tigre et du mer ont rivalisé de bravoure et d'ardeur. Guidées par des chefs familiers avec la victoire, elles ont une fois de plus montré ce que peut la France. Notre force et notre ascendant, doublement constatés, nous ont rendus arbitres de la paix, et l'Algérie, où cette année trois de vos fils, dignes de leurs aînés, ont glorieusement combattu, a vu sa sécurité affermie par notre puissance et notre modération.

Des incidents qui, au premier moment, semblaient de nature à troubler les bons rapports de la France et de l'Angleterre avaient ému vivement les deux pays et appelé toute l'attention de votre gouvernement. Nous sommes satisfaits d'apprendre qu'on sentait réciproquement de bon vouloir et d'équité à maintenir entre les deux États cet heureux accord qui importe à la fois à leur prospérité et au repos du monde.

Nous espérons que ce mutuel esprit de justice et de conciliation amènera bientôt le succès des négociations qui, selon le vœu exprimé plusieurs fois par la chambre, doivent, tout en assurant la répression de la traite, tendre à remplacer notre marine sous la surveillance exclusive du pavillon national.

Les marques réitérées d'une amitié qui vous est précieuse et le désir d'y répondre dignement ont porté V. M. à rendre visite à la reine de la Grande-Bretagne. La France a vu avec un légitime orgueil les hommages qui de toute part sont venus au-devant de son roi. Les manifestations éblouissantes et spontanées de respect envers le monarque et de cordiale estime pour le peuple français ont donné de nouveaux gages à la longue durée de cette paix générale, au sein de laquelle notre patrie, en maintenant au dehors sa force et sa dignité, trouve les éléments d'une paix constante et la jouissance tranquille de ses libertés constitutionnelles.

V. M. nous confirme dans cette assurance en nous faisant connaître que les relations de son gouvernement avec toutes les puissances étrangères continuent d'être pacifiques et amicales. Ces bonnes relations reposent sur la fidèle observation des traités. La France n'oublie point qu'elle doit être l'égale dans l'appui d'une nation glorieuse dont il ne faut jamais sacrifier les droits.

Sire, la France est heureuse et libre; protégée par des lois sages, sous la garantie de l'ordre et de la stabilité, elle donne son plein à son génie et à son activité nationale; partout d'utiles progrès naissent de ses travaux et l'agriculture elle-même, dont les efforts ont encore besoin d'être encouragés et soutenus, ne demeure point étrangère à cette émulation féconde.

L'élévation du crédit, l'abondance et la facilité des ressources ont permis la conduite générale et l'accroissement de la fortune publique, nous font regarder comme prochain le moment où l'équilibre financier sera complètement rétabli. D'accord avec V. M. nous continuerons de marcher vers ce but, en relevant les économies compatibles avec les besoins publics, sagement appréciés.

Les projets de lois que V. M. nous annonce, seront examinés avec soin et discutés avec maturité.

Sire, le Ciel qui vous rend heureux du bonheur de votre pays, a voulu vous accorder cette année les joies et les consolations de la famille. Le nombre de vos enfants s'est accru, et le mariage de l'un de vos fils en réservant des biens qui vous étaient déjà chers a été pour nous une vive satisfaction à laquelle ont répondu les sympathies de la France.

Sire, en vous imposant une laborieuse et noble tâche, en vous soumettant à de rudes épreuves, la Providence vous a donné le courage qui les accepte et la force qui les fait surmonter. Votre mission est digne de l'un d'un grand peuple. Quatre-vingt ans de travaux et d'efforts ont témoigné hautement de votre dévouement, de celui de votre famille, au service de la patrie. La patrie reconnaissante unit son avenir à celui de votre dynastie; l'honneur de votre règne est lié au bonheur de la France, et vous assurez notre loyale concours, c'est accomplir nos vœux et travailler à sa grandeur.

On écrit d'Hyères : Une tempête des plus violentes a éclaté sur la rade d'Hyères dans la nuit du 14 au 15 de ce mois. Des cinquante navires mouillés sur cette rade, tous ont fait de graves avaries et deux ont été jetés à la côte après avoir cassé leurs câbles et leurs amarres, laissant ainsi leurs ancres à la mer.

Le premier de ces navires naufragés est la tartane la Thérèse-Françoise, de Toulon, capitaine Missiers, d'Antibes. Cette tartane, violemment poussée sur le môle des Salines, s'est crevée à la suite des fortes secousses qu'elle donnait et malgré les efforts désespérés de l'équipage. Le deuxième est le bateau le Saint-Dominique, de Marignac, capitaine Farona, qui, par une épouvantable lame d'eau, a été porté sur le sable à plus de 15 mètres du rivage.

Nous sommes heureux de n'avoir à déplorer aucune perte dans un pareil désordre, grâce à l'intrépidité et au dévouement du capitaine de la douane, de ses employés et des habitants. — Si nous rendons avec bonheur justice à ces braves gens, il nous faut citer plus particulièrement le matelot Héradou, du bateau de la douane, qui, se précipitant au milieu des flots, a sauvé le capitaine Missiers au moment où il s'y débattait entre la vie et la mort.

Dans cette horrible catastrophe, quinze embarcations ont été enlevées par les flots du port des navires auxquels elles appartenaient et perdus sans retour.

Deux trois-mâts du Nord ont aussi beaucoup souffert. Jamais, dans ce pays, on n'a vu une mer du Sud plus affreuse. — Toutes les maisons sont inondées. (Toulonnais.)

Nouvelles Diverses.

— C'est toujours avec un sentiment d'orgueil bien légitime que nous nous sommes plu à constater les progrès incessants du mouvement maritime de notre port, et les efforts tenus depuis quinze ans pour accroître cette activité en rapprochant les distances entre les principaux centres de commerce, dans la Méditerranée.

Les paquebots à vapeur de Marseille forment, à l'heure qu'il est, une véritable flottille. Indépendamment des compagnies qui entretiennent une communication régulière avec les places maritimes d'Espagne et d'Italie, avec la Sicile et Alger, trois services de correspondance, admirablement organisés, nous mettent en contact direct avec la Corse, Malte, le Levant, et les trois ports de l'Algérie.

Aujourd'hui nous venons enregistrer un nouveau progrès.

Un service de bateaux à vapeur s'est organisé, comme par enchantement, sous le patronage le plus honorable, pour desservir une ligne fort importante au point de vue commercial.

Les nouveaux paquebots feront les voyages de Marseille à Constantinople et seront, en outre, destinés à un service spécial entre Smyrne et la Syrie.

Honneur à MM. Bruno Rostand, Fraissinet et Vidal qui ont conçu l'idée de cette création nouvelle et qui ont mené à bonne fin les éléments d'organisation!

Nous aurons bientôt à repartir des détails d'exécution et d'itinéraire de cette naissante entreprise.

Nous nous bornons à la signaler aujourd'hui pour montrer comment Marseille comprend la mission que sa position topographique lui impose. S'il est vrai que la Méditerranée doit être un jour un lac français, c'est sans contredit par les efforts des armateurs et négociants de notre port que cette pensée nationale sera réalisée.

[Nouveliste de Marseille.] — Le procureur du Roi vient d'envoyer à la police toutes les lettres menaçantes et anonymes qui avaient été adressées à M. Villemin. On cherche en ce moment, par la confrontation des écritures, à découvrir les personnes qui ont écrit ces lettres. Tous les experts en calligraphie viennent d'être mis en requisition pour cet important travail.

Nous apprenons que M. Villemin est presque entièrement remis de sa dernière crise, et l'on espère qu'il pourra très incessamment s'occuper de travaux littéraires.

— M. le maréchal, président du conseil, a communiqué à la chambre un projet de loi ayant pour objet d'accorder une pension de 15,000 fr. à M. Villemin, ancien ministre de l'instruction publique. Cette pension sera reversible en totalité et en portions égales sur la tête des filles que laissera le titulaire.

— Aujourd'hui 10 janvier les médecins qui sont chargés de veiller à la santé de M. Villemin ont constaté un mieux sensible. C'est surtout quand on le met en rapport avec ses enfants que ce mieux se manifeste chez l'infortuné père; les caresses touchantes de ses jeunes filles sont comme un talisman, mais il est rare que ces scènes d'un indélébile intérêt ne soient pas terminées par des larmes et une absorption pleine de mélancolie.

On lit dans le Constitutionnel : M. le ministre des affaires étrangères a fait remettre hier à la commission de l'adresse de la chambre des députés un complément des pièces qui lui avait été demandé sur les affaires de Taïti et de Maroc. M. Guizot n'a communiqué, ainsi que nous l'avons déjà dit, aucun document sur la question du droit de visite; mais il a fait de nouvelles promesses aux membres de la commission, en déclarant qu'il négocierait toujours.

— Nous lisons dans l'Echo d'Orient (Smyrne), du 27 décembre :

Les causes qui avaient donné lieu au rétablissement d'activité que nous avions en occasion de signaler dans les rapports du Divan et de l'ambassade anglaise, ont disparu. Le Divan une fois éclairci suffisamment sur tout ce qui se rapportait aux questions pendantes entre les deux gouvernements, s'est empressé de prendre une décision conforme au droit et à l'équité. Le différend survenu entre le gouverneur de Trébisonde et le consul de S. M. Britannique, différend qui avait pris de si grandes proportions dans l'imagination de personnes malveillantes et toujours disposées à tout exagérer, a reçu une solution convenable. Des ordres ont été envoyés à S. Ex. Ibrahim-Pacha, et nul doute qu'à l'heure qu'il est, toute trace de méintelligence n'ait disparu entre le gouverneur et le consul de S. M. Britannique.

— Le gouvernement hellénique a, comme on sait, élevé M. Musurus, ministre de la Porte-Ottomane à Athènes, au rang de grand commandeur de l'ordre du Sauveur. Cette distinction a été vue avec plaisir par S. H. qui a autorisé M. Musurus à l'accepter. De plus le gouvernement de S. H. vient d'accorder la décoration d'honneur du Nichar Iftikar à M. Argyropulo, ministre de Grèce, à Constantinople. Cet échange de bons rapports et de bons procédés est une preuve des sentiments de conciliation et de rapprochement qui animent les deux cabinets.

Bombay, 1^{er} décembre. Des troubles ont éclaté dans le Sawut Warree, district turbulent et adjoint à Kolopore; il y a eu des personnes de l'Inde et le gouvernement a été obligé d'envoyer sur les lieux de nouveaux renforts de troupes. La 13^e régiment qui était sur le point de s'embarquer pour l'Angleterre, doit rester encore un an, en garnison à Bombay. Le 50^e sera retenu pendant le même temps, à Calcutta.

Les seikh chefs ont arrangé leurs propres querelles sans notre intervention, et le Punjab est plus tranquille qu'il n'a été depuis vingt mois, peut-être

même depuis la mort de Kurruck Singh, en novembre 1840.

Sir Henry Hardinge se trouve toujours à Calcutta; il donne toute son attention aux améliorations domestiques du pays, à l'extension de l'éducation et aux moyens de faciliter le transport dans l'intérieur; en outre, il fait son possible pour augmenter le confort du soldat. Il procède tranquillement et avec jugement dans toutes ses fonctions, et a joué jusqu'à présent de l'approbation générale dans tout ce qu'il a fait.

Nous avons des nouvelles de la Chine en date du 12 octobre. Le commerce de ce pays paraît s'étendre, et l'aversion des Chinois pour traiter des affaires avec les étrangers diminue graduellement.

Alexandrie, 27 décembre 1844.

[Correspondance particulière du Nouvelliste.] — Le nouveau transit s'organise, mais il ne pourra être en activité que vers le mois de mars. Je vous ai annoncé comme directeur du nouveau service Artin-Bey à Alexandrie, et Baki-Bey au Caire; il paraît que ce dernier cumulera provisoirement la direction de Suez.

Le Pacha veut absolument pousser les travaux de barrage cette année. M. Maugel qui est au Caire depuis quelques jours lui a soumis un nouveau plan d'après lequel la dépense serait réduite de 8 millions; cette réduction a redonné du courage au gouvernement; les commissions contremandées en dernier lieu ont été confirmées aux mêmes maisons. M. Maugel demande pour achever ce gigantesque ouvrage, trois ans, 6000 ouvriers et tout le matériel nécessaire. Il déclare d'ailleurs qu'il ne commencera les travaux que lorsqu'il aura sur les lieux tout ce qu'il lui faut.

C'est par erreur que je vous disais dans ma dernière lettre que la taxe postale que devra payer l'Angleterre à l'Egypte est de 2 schellings par livre anglaise pour les journaux, et 6 pour les lettres. Je puis vous assurer aujourd'hui que c'est cinq paras par livre pour les journaux et 10 piastres par livre anglaise pour les lettres.

S. A. avant de partir pour la Haute-Egypte doit faire une excursion à Mansoura.

L'apparition de l'épidémie des bestiaux a jeté l'épouvante parmi nos propriétaires, petits et grands. L'Egypte saigne encore des ravages que l'épidémie a exercés en 1842 et 1843. Espérons que les mesures hygiéniques prescrites par ordre supérieur se sont mises en vigueur et pourront arrêter les progrès de la maladie.

Ibrahim-Pacha voyage dans la Haute-Egypte.

— On lit dans un journal allemand : Lors de la fête anniversaire à Königsberg, un jeune juriste ayant tenu dans l'ivresse un propos contre le roi de Prusse, fut provoqué par un officier. Pendant le duel, l'avocat tira trois fois en l'air, après avoir rétracté son propos; mais l'officier, ne tenant nullement compte de la générosité de son adversaire, le tua d'un quatrième coup de pistolet. En tombant, l'avocat se traîna jusqu'à son assassin et lui dit : « Je vous félicite, vous serez capitaine... » Ce mot spirituel a été la vengeance la plus cruelle de la victime sur son bourreau. Le roi, ayant appris les circonstances de cette affaire et le dernier mot de l'avocat, loin de donner de l'avancement à l'officier, l'a cassé de son grade. Le même individu a été chassé ignominieusement de toutes les sociétés de Königsberg.

— Peu de personnes connaissent l'origine de la fortune de la maison Rothschild, la voici :

Le ci-devant électeur de Hesse Cassel, dont les goûts frivoles et la légèreté de caractère contrastaient avec l'âge avancé, se mégalia en épousant de la main gauche une simple baronne et qui pis est, une femme divorcée.

Amoureux fou, comme au temps de la chevalerie, il sacrifia l'amour de ses sujets à sa passion et se vit dans la nécessité d'abdiquer pour suivre son penchant, comme l'a fait naguère le roi de Hollande. Prenant son parti en philosophie, il laissa le trône à son fils, et se retira emportant sa cassette qui contenait trois cent et quelques millions.

D'où lui venaient ces richesses? nous n'en savons rien. Le canon d'Israël était venu troubler ses jouissances, il conçut le projet pour sauver ses écus, de les confier à un petit banquier israélite de Francfort-Sur-le-Mein. Ce petit banquier qui s'appelait Rothschild, adroit calculateur, sut faire fructifier ce capi-

tal et devint le fondateur de cette maison colossale qui tient aujourd'hui le sceptre de la finance.

Pendant que Napoléon distribuait des couronnes, le chef de la dynastie Rothschild partageait à ses fils les comptoirs de l'Europe. Ainsi, il a donné à l'un l'Autriche, à l'autre l'Angleterre, à celui-ci Paris, à celui-là Naples, et à l'aîné Francfort, berceau de leur fortune.

Il est juste d'ajouter qu'à la paix, le père des Rothschild remit au prince les capitaux qui lui avaient été confiés, en y ajoutant une somme considérable pour les intérêts. C'est la probité et le désintéressement de cet honorable banquier qui lui gagnèrent dès le principe la confiance de tous les souverains de l'Europe.

— LE CONSTITUTIONNEL REPRENDRÀ LE 16 JANVIER 1845, LA PUBLICATION DU JUF-ERRANT, par M. EUGÈNE SUE. On sait que c'est définitivement au 15 JANVIER 1845 qu'expirera pour le Constitutionnel le droit de donner sans frais à ses abonnés nouveaux tout ce qui a paru du JUF-ERRANT, c'est-à-dire près de cinq volumes. Les personnes qui voudront jouir de cet avantage auront pour s'inscrire comme abonnés nouveaux avant le 15 JANVIER un délai qui expirera le 25 Janvier 1845, ainsi le 26 Janvier les abonnés nouveaux qui s'inscriront même à compter de là, n'auront plus droit à recevoir les volumes qui auront paru du JUF-ERRANT.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, rue Montmartre, n° 121, chez les directeurs des postes, et aux bureaux de toutes les messageries. (7180.)

VARIÉTÉS.

L'OFFICIER DU RHIN.

NOUVEAU 30.

— A MADAME S^{IE} —

C'était pendant l'hiver de 93; j'avais vingt ans, j'étais lieutenant de hussards, et je croyais sincèrement à notre révolution. L'armée de Pichegru, dont je faisais partie, tenait les Impériaux en échec devant Strasbourg, où Saint-Jacques nous attira justice. Un jour, on me confia la mission de garder un passage des bords du Rhin, dans lequel des barques, masquées par un talus boisé, pouvaient, sans crainte d'être vues, servir à l'évasion des émigrés. Ces barques appartenant à des pêcheurs dont les cabanes se voyaient à quelques pas de là. Plusieurs d'entre eux abordèrent, avec une curiosité timide, les soldats qui se promenaient le long du fleuve, et semblèrent s'enquérir de la cause qui attirait ainsi la surveillance de l'armée sur leur modeste navigation. — Vous ne devez point faire passer les aristocrates et les émigrés, dit à haute voix un hussard, de ce ton de commandement qui impose toujours aux gens du peuple dans la bouche d'un homme revêtu des insignes de la force publique. — Citoyen soldat, repartit un pêcheur, je ne sais pas comment sont faits les émigrés et les aristocrates, mais ce que je sais, c'est que Jacques Lehman ne refusera jamais sa barque à qui conque, dans le péril, lui tendra la main. — Je me pliais à rapporter en passant cette généreuse parole de cet émigré de celui qui la prononça, et la honte de ces démagogues furieux qui ne balançaient pas à faire sauter la cervelle à de malheureux fugitifs que l'adversité leur livrait humiliés et vaincus. Le soir était venu; j'attendais l'heure d'être relevé en regardant les feux du camp ennemi qui commençaient à briller, lorsque le bruit d'un bateau, traversant le fleuve, vint attirer mon attention; je m'approchai du rivage au moment où il abordait. Un jeune homme en sortit; il était pâle, défat, de grossiers habits d'emprunt lui donnaient un air de misère que démentait une physionomie où, sous la souffrance et l'abattement, se voyaient la noblesse et la fermeté. — Enfin je suis en France, s'écria-t-il en touchant la terre. Et son œil brilla d'un éclat de joie qui me fit éprouver un profond dégoût pour les fonctions inquisitoriales que je devais remplir. Quelques hussards s'étaient avancés; il les vit et s'approcha de moi sans manifester ni crainte, ni défiance. — Je n'ai point de passe-port, dit-il, je viens d'Allemagne, vous savez qu'on n'y donne point de recommandation pour ceux qui viennent servir la république; vous pouvez donc

m'arrêter; mais si la parole d'honneur d'un officier français peut avoir quelque poids près de vous, vous me laisserez passer, car j'ai hâte d'arriver à ma destination. Désormais, ajouta-t-il, je n'ai plus à me déguiser pour échapper aux manteaux rouges. Et jetant une large veste dont il était enveloppé, il laissa voir l'uniforme bleu de notre infanterie. Son air, ses paroles portaient l'empreinte de la plus franche sincérité; je le laissai passer.

Cet événement si simple et si insignifiant fut diversement raconté le lendemain. On prétendit que j'avais fait sauver un chevalier de Coblenz, et le soir même j'étais dans les prisons de Strasbourg comme suspect.

Vous savez ce qu'étaient les prisons en 93. Les personnes qui primaient naguère par le rang, par la naissance, en étaient les hôtes les plus ordinaires. Tous ceux qui hier encore faisaient le charme et le charme de la société la plus élégante, la plus polie de l'Europe, y arrivaient en foule chaque jour. Les grands seigneurs, les grandes dames, les jeunes filles s'y rencontraient à la fois, et avec eux le bon ton, les belles manières, les attentions délicates de la galanterie, et ces causeries si agréables, si consolantes quand le talent les embellit et qu'une douce sympathie les anime. L'égalité que la mort imprimait à tous les âtres qu'elle touche de son implacable niveau, n'avait déjà parmi ces petites républiques du malheur. Mais cette égalité n'avait rien de brutal ni de choquant; elle était affectueuse et bienveillante comme celle qui règne parmi les compagnons d'un voyage ou les convives d'un banquet. Et ne croyez pas qu'on passât le temps à trembler ou à se plaindre; on vivait trop familièrement avec la mort, pour en avoir peur, chacun semblait plus disposé à la braver qu'à l'éviter. De même qu'au fond de la joie, se trouve une sorte de douloureux pressentiment qui attriste, il y a au fond du malheur une espèce de satisfaction qui soulage et dispose à une douce gaieté. C'est ainsi que les jeux, les plaisirs même avaient trouvé place dans ces lieux où semblait uniquement régner la désolation. La plus mince nouvelle y causait toujours de l'émotion, souvent une véritable fête. L'espérance, qui ne dédaigne pas les cachots, s'y montrait parfois souriante; elle détournait l'attention du présent et voltigeait l'aspect menaçant de l'avenir pour laisser porter vers lui des regards moins timides. Les entrées, animées par la confiance, étaient quelquefois égayées par des plaisanteries et des traits d'esprits dignes d'autres temps et d'autres lieux. On se faisait un devoir de s'encourager, de se donner l'exemple d'une stoïque indifférence; on s'adressait des vers et des bouquets; on improvisait des scènes de théâtre, et plus d'une fois le bourgeois termina le drame où ces malheureuses victimes jouaient leur propre destinée en badinant ainsi dans le sein de la mort, comme elles disaient elles-mêmes.

Telle était la société dans laquelle me conduisit ma subite arrestation. Au premier instant je considérai ma réclusion comme des arrêts un peu longs, un peu plus forcés qu'à l'ordinaire, mais exempts de gravité. Je n'avais encore rien remarqué de sérieux de la vie, pas même les boulets de canon qui chaque jour la mettaient en péril. Mes chefs m'avaient toujours donné des marques d'affection, souvent même des éloges pour mes opinions que je ne cachais pas, et je ne voyais pas d'ailleurs comment une action aussi naturelle que celle qu'on m'imputait à crime pouvait devenir un sujet d'alarmes. Je montrai donc l'insouciance et la franchise allure de mon âge et mon état; si peu à peu je devins grave et triste; ce ne fut point par l'effet d'une craintive appréhension pour moi-même, mais par ce sentiment de compassion et de respect qu'on trouve toujours dans le contact du malheur qui ennoblit le courage et la dignité.

Dès mon entrée, deux personnes attirèrent presque exclusivement mon attention. L'une était une jeune femme en qui semblait se réunir tout ce que la beauté a de florissant dans la jeunesse, tout ce que le malheur a de touchant dans la captivité. De grands yeux bleus, une voix pure, sonore, une affabilité pleine de bienveillance, de distinction, de réserve, la rendaient aimable, presque chère à ses compagnons d'infortune; quand une gaieté passagère venait animer son teint pâli, quand un sourire perceait le nuage de tristesse dont son regard était voilé, on se sentait moins abattu, comme si l'intérêt qu'elle inspirait l'eût

gense du jeune républicain : démonstration que nous nous sommes efforcés d'établir, non par les artifices et les charmes d'un style pur et élégant — nous ne saurions — mais par des faits précis, péroratoires, incontestables et incontestés, par des inductions déduites de la lettre même du sieur Aurèle Estela mise sous les yeux de nos lecteurs : démonstration qui maintenant apparaît plus claire, plus évidente, que le soleil en plein midi, lorsque on considère l'aveuglement et l'obstination que, sans motifs, sans à propos, ce jeune homme met à lancer de si bas, l'outrage et l'injure contre la plus grande illustration vivante du pays; lorsque on considère la fureur convulsive avec laquelle il attaque les amis, les projecteurs de son père; lorsque on le voit déclamer contre les élections osées par des manœuvres indignes, lui, qui précisément a perdu ce même père, mort de douleur en se voyant accusé — à tort selon nous — d'avoir usé de fraude lors de l'élection départementale de son canton; lorsqu'enfin, on le voit s'oublier au point de prendre part à la rédaction du *Progressif*, journal qui souvent dénigre le lendemain ceux qu'il a loués la veille, mais qui pourtant n'a jamais cessé de prodiguer, sous tous les tons, sous toutes les formes, les plus grands éloges au persécuteur de son père.

Nous l'avons honnêtement. En présence de tous ces faits qui ne sont que trop réels et de notoriété publique, nous espérons que le sieur Aurèle Estela, rentré en lui-même, n'aurait point tardé à nous adresser des remerciements : la supposition d'un dérangé mental chez lui étant la seule explication admissible avec sa conduite, et en même temps la seule explication honorable pour sa pitié filiale. A ce sujet nous fissions les vœux les plus sincères pour que la crise ne se prolongeât pas trop longtemps; mais malheureusement il paraît que le mal continue, il paraît que l'accès a redoublé, et, qui pis est, menace de devenir contagieux, au grand détriment de l'œuvre de régénération morale et sociale, entreprise par nos démocrates : car, une lettre plus extravagante que la première nous est parvenue de la part du sieur Estela, et cette lettre a reçu la plus grande approbation du *Progressif*, qui prétend y avoir découvert des arguments victorieux.

Cette nouvelle production, nous aurions désiré la mettre sous les yeux de nos lecteurs, n'était notre engagement de ne rien publier sans sommation préalable, n'étaient les égards que nous devons à l'homme de lettres qui s'y trouve si indignement et si injustement outragé. Mais, nous le demandons à tout lecteur impartial qui a vu cette pièce imprimée dans le *Progressif* : y a-t-il rien qui mérite l'honneur d'un seul mot de réfutation? — Aussi, tout ce que nous disons là-dessus, c'est que le sieur Estela, chose fort naturelle en l'état de son intelligence, s'est complètement mépris sur l'auteur de l'article qui l'a piqué si vivement.

Liste des Jurés titulaires.

Grassi Xavier, propriétaire, Cervione.
Vincenti Antoine, propriétaire, Sta-Reparata.
Ristori Joseph, capitaine en retraite, Bastia.
Marcelli François-Marie, cap. en retraite, Bastia.
Adriani Vincent, maire et membre du conseil général, Corte.
Rocca-Castellani Jean-Baptiste, propriétaire et négociant, Calvi.
Figarelli Dominique-Louis, avocat, Bastia.
Tavera Ignace, docteur en médecine, Ajaccio.
Pietri Antoine-François d'Antoine-Marc, propriétaire, Sartène.
Molto Joseph-Marie, receveur particulier des finances, Bastia.
Coti Pancrace Marie, avocat, Ajaccio.
Pietri Antoine-Augustin, licencié en droit, Brando.
Sebastiani Louis-Hyacinthe, payeur du département, Ajaccio.
Gregori Vincent, propriétaire, Bastia.
Poi Joseph-Marie, propriétaire, Cervione.
Brignole Charles-Jérôme, propriétaire et commerçant, Cervione.
Molto Jean-Luc, propriétaire et avocat, Ajaccio.
Colonna-Cesari, Roch-François, propriétaire et ancien colonel, Portovecchio.
Galeazzi Xavier, propriétaire et maire, Pieve.
Agostini Jean-Baptiste, cap. en retraite, St-Giuliano.
Arnaud Jean-Louis, propriétaire, Bastia.

Casella Jean-Paul, avocat, Bastia.
Battesti Emile Décimus, avocat, Bastia.
Ornano Jean-Baptiste, proprié. Ste-Marie-Siché.
Pianelli Paul Evriste Sébastien, capitaine en retraite, Olmeto.
Pietri Pierre-Marie de feu Michel, prop. Sartène.
Morati Antoine, propriétaire, Casaglionne.
Sinisi Jules-Mathieu, avocat, Sartène.
Vinciguerra Antoine, docteur en médecine, Bastia.
Flach Henri-Louis-Marie, cap. en retraite, Bastia.
Gentile Antoine, propriétaire et membre du conseil général, St-Florent.
Carabelli Jean-Baptiste, cap. en retraite, Fozzano.
Pietri François-Xavier, propriétaire, Sartène.
Colonna d'Istria Laurent, propriétaire, Sollacaro.
Poi Joseph-Antoine, capitaine en retraite, Olmeto.
Fiippi, Charles-Félix, propriétaire, Vescovato.

Supplémentaires.

Inglemann Marie-Charles-Théodore, capitaine en retraite, Bastia.
Vannucci Dominique, propriétaire, Bastia.
Orsatelli Eugène, propriétaire, Bastia.
Mattei Ange, avocat, Bastia.

Le 21 de ce mois, toute la population de Corte accompagnait à sa dernière demeure un des hommes les plus respectables de ce pays, M. Augustin Adriani, ancien juge de paix de Corte, ancien membre du conseil général de la Corse, mort à la suite d'une très-longue maladie.

M. Cortegiani, premier adjoint du maire de Corte, a prononcé sur sa tombe les paroles suivantes, qui ont vivement touché les assistants :

« La tombe qui vient de s'ouvrir doit recevoir les restes mortels d'un homme dont la longue carrière a été marquée par la pratique constante de toutes les vertus publiques et privées.

« Issu d'une des plus nobles familles du pays, M. Adriani s'est toujours montré jaloux de suivre les traditions de ses pères. Il était encore bien jeune, quand le général Gaffori, fils de l'illustre Jean-Pierre, par une préférence très-honorable pour celui qui en était l'objet, le choisit pour son gendre, et l'associa ainsi aux destinées d'une famille dont le chef sut s'élever à la hauteur des grands hommes par un dévouement surhumain à la patrie.

« M. Adriani justifia la prédilection du général Gaffori. Quand d'affreux malheurs vinrent frapper cette illustre famille, il fut ton à tour exilé par Paoli et persécuté par ceux qui, à l'époque de la première révolution s'étaient emparés du pouvoir dans ce pays. Triste conséquence des dissentiments qui s'élevaient produits entre les meilleurs patriotes ! Aidé de sa courageuse épouse, on le vit tenir tête à l'orage avec une grande abnégation de soi-même, au milieu de l'émigration de tous les amis de l'ancienne monarchie.

« Heureusement que la nature l'avait doué d'une fermeté de caractère à l'épreuve de toutes vicissitudes de la vie. Il ne fallait qu'un tel caractère, soutenu par une conscience sans reproche, pour supporter, quarante ans plus tard, avec une patience admirable, 26 mois de douloureuses souffrances qui ont épuisé lentement ses forces sans rien ôter à la sérénité de son âme. C'est ainsi que la mort l'a trouvé calme et résigné, tel qu'il avait toujours vécu, et qu'il s'est éteint sans plainte et sans effroi : car la mort ne saurait effrayer ceux qui, comme M. Adriani, se sont montrés, dans toutes les circonstances, des hommes de bien, et ont su préserver leur cœur de ces terribles passions qui agitent tant notre existence actuelle.

« Ami de la paix, ennemi de l'intrigue et des rivalités, esprit droit et éclairé, on l'a toujours vu éloigné des dissensions et des luttes; appréciant avec une bienveillante indulgence les erreurs humaines, toujours compatissant pour le malheur, prêchant la tolérance et la concorde, et mettant à profit le juste ascendant dont il jouissait auprès de ses concitoyens pour inspirer des sentiments honnêtes et vertueux, tels que l'amour du prochain, l'amour du travail, l'oubli des ressentiments.

« Pendant 15 ans, M. Adriani a été Juge de Paix de cette ville. Tout le monde a pu remarquer son aptitude et son zèle pour cette magistrature, qui, quoique modeste, exerce une si grande influence sur

le bonheur du peuple. C'est ici que M. Adriani m'apparaît tout entier. Non seulement il avait l'amour de la justice, mais il savait la rendre. On peut dire qu'il était l'ami, le père de ses concitoyens, bien plus que leur juge. Telle était la confiance et l'estime qu'il avait obtenus de tous, telle était la bonté de son cœur, la douceur et l'affabilité de ses manières, que ses conseils, ses avertissements étaient regardés comme des sentences, et nul n'aurait osé s'en départir. Ce n'était pas assez de terminer le différend, il s'appliquait à réunir les esprits, et le plus souvent il avait le bonheur de voir déposer aux pieds de son siège les discordes et les animosités. Au reste, la justice et la probité étaient pour lui des vertus de famille. Son père avait été juge, et son grand père juge royal, dont les hautes attributions allaient jusqu'à décider de la vie des hommes.

« M. Adriani a été, pendant de longues années, membre du Conseil général. Le gouvernement l'avait jugé digne de faire partie de cette réunion des notabilités du département. On sait qu'il s'y fit remarquer par la rectitude de son esprit, par le plus pur désintéressement, et par un dévouement vrai et sincère aux intérêts du pays. La loyauté de son caractère et la sagesse de ses avis lui avaient mérité une place distinguée dans l'estime et la bienveillance de ses collègues.

« Tel est, Messieurs, l'homme dont nous déplorons aujourd'hui la perte. Le concours immense qui se presse autour de son cercueil, les regrets universels qui l'accompagnent à sa mortelle demeure sont pour lui le plus bel éloge et la plus belle récompense d'une vie qui a duré 75 ans, et qui n'a été qu'un enchaînement d'actions louables et bienfaisantes. Vous me pardonnerez si je n'ai été que le faible interprète de vos sentiments envers lui. Je ne me suis pas arrêté à l'insuffisance de mes moyens; j'ai tenu à honneur d'acquiescer, en présence de ces restes inanimés, un dernier tribut d'estime et de regrets au vieillard respectable qui n'est plus, et dont je n'ai pas oublié qu'il a été le bienfaiteur de ma famille.

« Vous le voyez, Messieurs, je n'ai fait qu'effleurer rapidement mon sujet. Je n'ai fait que lire dans vos consciences en disant que M. Adriani a été le modèle des citoyens, comme il a été bon magistrat, bon époux, excellent père. Sa mémoire vivra longtemps parmi nous, car c'est en en honorant les morts qu'on peut perpétuer la pratique des vertus dont il nous ont donné l'exemple.

« Ombre vénérée adieu, adieu homme de bien ! console-toi. La religion a bûni ton existence et reçu ton dernier soupir. Console-toi. Ton nom restera toujours pur et honoré. Tu en laisse le précieux dépôt à des enfants dignes de toi et de leurs nobles aïeux. Puisse-t-ils trouver dans les témoignages d'amour et de respect que tu a recue de toutes les classes de citoyens, un adoucissement à la douleur d'une éternelle séparation. »

(Communiqué)

AVIS.

Par arrêté du recteur de l'Académie de la Corse, en date du 20 janvier 1845, la commission chargée d'examiner les aspirants aux brevets de capacité pour l'instruction primaire se réunira à Ajaccio le 3 mars prochain.

Par arrêté en date du même jour, la commission chargée d'examiner les aspirantes aux brevets de capacité se réunira le 5 du même mois.

Les candidats devront se munir, quant aux conditions d'admission aux examens, des pièces exigées par les lois et règlements.

Nouvelles Diverses.

— L'amendement de M. Carné, entièrement hostile au ministère, a été rejeté à la fin de la séance du 23, par 228 voix contre 197. Le voici :

« Notre session s'achevait il y a peu de mois au milieu de complications qui une conduite prévoyante et ferme aurait pu prévenir ou terminer d'une manière satisfaisante. En reprenant aujourd'hui nos travaux au sein d'un calme profond, nous aimons à nous féliciter avec vous du brillant succès de nos armes et du prompt rétablissement de la paix. »

— Plusieurs journaux espagnols se prétendant bien informés, ont annoncé que Zurbano était parvenu à se réfugier en Portugal : c'est une erreur.

On a appris à Bayonne que ce général, arrêté aux environs de Logrono au moment où il se disposait à fuir, s'est passé par les armes le lendemain.

— Les nouvelles de Madrid, du 6, parlent d'une émeute, provoquée par environ 2500 femmes chargées de la fabrication des cigares, et qui a duré deux jours; elle ne s'est terminée que par l'intervention de la force armée, mais sans effusion de sang.

VARIÉTÉS.

L'OFFICIER DU RHIN.

— A MADAME S... —

Chacun fut stupéfait, et je le fus plus que personne, quand, regardant le prisonnier, je reconnus l'officier du Rhin; il me reconnut aussi et vint me serrer la main. — Je suis heureux de vous rencontrer ici, dit-il, quoique je sois prêt à donner tout mon sang pour vous en faire sortir. Une extrême pâleur couvrait son visage, sa main tremblante démentait l'assurance qu'il voulait donner à ces paroles. — Soyez le bienvenu, lui dis-je, ne songez pas à un service qui n'a pas l'air de vous avoir été bien utile.

Cependant, malgré les soins les plus empressés, M^{me} de C... semblait frappée de mort : son état alarmait tout le monde. On la transporta à l'infirmerie, où elle resta longtemps encore sans revenir de son évanouissement. Quand elle reprit ses sens, elle était en proie à une fièvre ardente, qui parut assez grave au médecin pour permettre à son mari de rester auprès d'elle.

Après que l'émotion causée par cet accident se fut un peu calmée, on fit cercle autour du nouveau venu pour écouter avidement les nouvelles qu'il apportait de dehors. La veillée se prolongea fort avant dans la nuit. Depuis longtemps la faible mesure de bois qu'on nous donnait chaque jour était épuisée; mais l'espoir d'apprendre quelque événement était plus puissant que le vent glacé qui venait quelquefois étouffer en soufflant une lampe de fer, dont la flamme éteinte et moribonde semblait mieux faite pour nous faire apercevoir les ténèbres qui nous environnaient que pour éclairer la vaste salle où nous étions enfermés. On s'entretenait encore quelques minutes de M^{me} de C... puis chacun gagna sa couchette de paille et sa couverture de laine, les femmes dans une salle voisine, et nous dans celle où nous étions.

Vers le milieu de la nuit, au moment où chacun était entièrement livré au sommeil, je me sentis éveiller avec précaution par une main étrangère. — Silence, dit une voix très-basse, ne craignez rien, c'est encore moi qui réclame de votre générosité un nouveau service. — Je reconnus à l'instant le jeune officier. — Peut-être demain, ajouta-t-il en se penchant sur mon oreille et en parlant toujours plus bas, dois-je paraître devant le tribunal de Saint-Just; je suis émigré, je ne sortirai d'ici que pour aller à la mort... or, il faut qu'avant mon départ je parle à M^{me} de C... De grâce, apprenez-moi ce que c'est que M. de C... et par quel moyen je pourrai parvenir à dire un mot à sa femme, hors de sa présence. Alors je lui appris les relations que j'avais avec ces deux personnes, et ce que je croyais avoir découvert à leur égard. — Eh bien, interrompit-il tout à coup, puisque des rapports précédents vous lient assez avec eux pour me permettre de les aborder librement, veuillez m'introduire un instant auprès de M^{me} de C..., au nom du ciel! promettez-le moi, vous saurez plus tard pourquoi je vous demande cette grâce avec plus d'instance que je ne vous demanderais la vie, si l dépendait de vous de me la conserver. Sa parole était brisée par la plus violente anxiété; j'entendais les battements de son cœur; je promis. Il fut convenu que, dès que le jour paraîtrait, nous prendrions nos mesures pour voir M^{me} de C....

J'avoue que ce qui se passait me jetait dans une cruelle perplexité; je ne savais trop sur quel terrain je marchais; mais l'accent de cet inconnu ne me laissait pas le doute le plus léger sur l'honnêteté de son caractère. Je devais être tiers dans l'entrevue, je n'apercevais aucun inconvénient, et cependant j'éprouvais un sinistre pressentiment, qui, sans rien

reprocher à ma conscience, donnait à mon cœur une préoccupation pénible. À peu près semblable à celle qu'éprouve un homme chargé d'apprendre à une mère la mort de son enfant. Je dormis peu, je ne dormis pas; je restai sous le poids d'une appréhension douloureuse, car je sentais qu'il s'agissait d'infortunes.

Notre prison donnait sur une petite cour enclavée dans divers corps de bâtiment, dont les murailles, rainées et couvertes d'épaisses touffes de parietaire, offraient l'aspect le plus désolé. Chaque prisonnier pouvait librement s'y promener, et tel est le charme que produit la vue du ciel et l'air qui offre parfois les lieux solitaires, que, malgré la rigueur de l'hiver, cet humide réduit manquait rarement de visiteurs.

Quand le jour parut, l'étranger prit son manteau, je pris le mien, et nous passâmes dans cette cour pour nous entretenir des choses qui devaient lui procurer l'entrevue qu'il désirait avoir. La neige tombait abondamment; l'air obscurci par ses nombreux flocons nous fit apercevoir que l'heure était plus avancée que nous ne l'avions pensé. — Hélas! nous, le temps presse, dit mon compagnon, peut-être un instant encore et je suis parti... J'appris en cette circonstance combien les choses les plus faciles à concevoir sont souvent difficiles à exécuter. M^{me} de C... était au lit, malade; les convenances ne me permettaient pas de me présenter à elle; encore moins de lui présenter un inconnu en présence de son mari, qui, quoique d'élite comme tous ses compagnons d'infortunes, rabattait moins que personne des égards respectueux auxquels la naissance l'avait habitué. Plus nous retournions notre projet, plus il nous paraissait impraticable. Le temps s'écoulait, notre impatience grandissait; mais l'obstacle était toujours le même. Tout à coup nous vîmes arriver le marquis. Il nous apprit que l'état de sa femme n'aurait plus un caractère sérieux, que le repos de la nuit l'avait entièrement calmée, et qu'elle se trouvait assez remise pour travailler au coin du feu à sa correspondance de famille.

Cette nouvelle nous rassura. Je lui exprimai vivement le plaisir que j'en éprouvais et lui demandai s'il me serait permis d'offrir à M^{me} de C... mes félicitations sur son prompt rétablissement... — Sans doute, sans doute, me dit-elle, elle sera enchantée de vous voir, votre visite ne pourra qu'être favorable à sa convalescence, car, comme dit un ancien, *femini semper locuti volupatas*.

Il fut interrompu par un vieux janséniste, son partner habituel qui, après quelques mots échangés, lui proposa une partie. Le marquis l'accepta sur-le-champ, ce dont je fus fort aise, car je trahissais qu'il ne voulait m'accompagner.

Enfin, après que nous eûmes obtenu du geôlier la faculté bien payée de parvenir jusqu'à l'infirmerie, je pus voir M^{me} de C...; soit faveur, soit hasard, elle occupait une petite pièce assez propre qui servait ordinairement au médecin pour donner ses consultations aux malades. Je lui fis connaître la prière que le prisonnier arrivé la veille, m'avait chargée de lui apporter. Mes paroles la jetèrent dans la plus violente agitation; je craignis une nouvelle crise; cependant elle se remit un peu et me dit de la faire entrer, de la voix la plus émue. J'introduisis l'étranger.

M^{me} de C... était assise sur un sofa, le visage pâle et décomposé, l'œil fixe, la poitrine haletante et la main crispée sur un papier qui semblait être celui sur lequel elle écrivait un instant avant.

Cette conversation toucha profondément l'inconnu; il s'arrêta très-ému lui-même et tourna silencieusement vers la terre ses regards pleins de compassion, comme s'il eût craint d'entamer trop vite un entretien que tout annonçait devoir être aussi embarrassant que pénible.

J'allais me retirer, M^{me} de C... m'arrêta du geste. — Monsieur, me dit-elle, non-seulement votre présence n'est point à charge, mais je la réclame comme une grâce au nom de mon mari et en mon nom. Tout homme d'honneur peut entendre ce qui va se dire; sans doute vous allez apprendre un déplorable secret. Naguère j'aurais craint de l'exposer à servir de distraction à des âmes légères, mais en présence de l'éclatant, je sens qu'il n'est plus qu'une solennelle leçon du malheur, puisse-t-elle vous profiter! Je me retirai dans le fond de l'appartement pour ren-

dre ma présence aussi peu gênante que possible, et j'eus bientôt lieu de croire qu'elle était complètement oubliée.

— Jeanne, dit enfin l'étranger, c'est donc ainsi que je devais vous revoir!...

M^{me} de C... fondit en larmes. — J'ai mérité vos malédictions; s'écria-t-elle, je les subirai sans murmure; mais épargnez-moi des reproches plus cruels que la mort... Mes torts sont immenses, mais voyez mon sort et jugez combien le ciel m'a punie... Soyez généreux, ne m'accablez pas.

Le jeune homme lui essuya les mains sans prononcer une parole. Il était suffoqué.

— C'est bien lui, continua-t-elle en relevant la tête qu'elle avait tenue baissée jusqu'alors, lui, toujours noble et bon... Oh! que je suis indigne d'un amour si constant, d'un dévouement si magnanime!... Moi, femme ignorante et faible, qui n'ai su qu'obéir... Est-ce que je valais le sacrifice de votre fortune, de votre avenir, de votre vie?... Est-ce que je méritais qu'un cœur si héroïque bravât la colère et la réprobation de son pays pour aller sur un sol ennemi conquérir des honneurs dont je devais être le prix, moi, qui fus assez lâche pour ne pas oser mourir mille fois, au lieu de renier la foi que je vous avais jurée, en cédant à l'aveugle orgueil de ma famille?... O mon père, je vous pardonne tout, mais vous m'avez rendu bien malheureuse, et bien coupable! Hélas! pourquoi m'avez-vous abandonnée à moi-même, vous qui connaissiez les faiblesses de mon âme... ou plutôt, que ne me suis-je attachée à vos pas pour m'inspirer de votre courage, et apprendre de vous à préférer la mort à l'oubli d'une promesse sacrée, à la souillure du plus impie des mensonges?

— Jeanne, reprit l'étranger en la faisant asseoir et en prenant place à côté d'elle, je ne suis point venu pour vous faire des reproches; le malheur nous a frappés, Dieu seul en sait la cause! Votre cœur n'est point coupable. Loin de nous des paroles amères; que cette entrevue, qui sera sans doute la dernière, ne soit point un sujet d'affliction et de remords; faisons les gais, s'il se peut; résistons un instant aux cruelles atteintes d'une infortune inexorable; rappelez-vous notre ancien bonheur, et que ce souvenir nous réjouisse encore. La mort, qui nous attend sur le seuil de la porte, sera moins pressée, et se laissera toucher, un moment du moins, au récit d'une félicité si parfaite et si courte. Essuyez les larmes, ô toi qui autrefois je pus appeler ma bien-aimée, et souris encore comme tu souffrais la veille du jour où ton père me refusa ta main, parce que je n'avais pas comme lui des aïeux et un blason. J'étais si joyeux de ton amour, que cette horrible parole n'atteignit pas jusqu'à mon bonheur. Quelle parole de la terre eût été assez puissante pour me faire croire que je devais renoncer à toi? Pourquoi faut-il que le bonheur nous enivre ainsi, et nous laisse aller au hasard parmi les écueils qui doivent le briser? Trop aveuglé par une fatale confiance, je ne vis point les périls qui nous menaçaient, ni les tristes déceptions que le sort nous préparait; je ne vis que toi seule. La révolution venait d'éclater; les noms de patrie, de liberté, retentirent en vain à mon oreille; je n'entendis que le bruit des armes qui s'agitaient sur le Rhin. On me dit qu'une poignée d'héroïques défenseurs d'une royauté malheureuse soutenaient là le drapeau de l'honneur et de la France. Depuis un an je portais une épée que je brûlais d'employer à servir une sainte cause, je crus que le temps était venu; je crus que la guerre me donnerait, au prix de mon sang, des titres qui, en remplaçant ceux que la naissance m'avait refusés, me permettraient d'arriver jusqu'à toi, et je courus à l'armée de Condé. Nul ne saurait croire combien l'avenir se montrait à moi prodigue de promesses. Au milieu des illusions de l'espérance, je m'offris à l'armée des nobles royalistes : on me demanda mon nom, je n'avais que ma bonne volonté, on me refusa. En vain je montrai ma jeunesse, on vain je promis de marcher au premier rang, on fut inflexible, comme si, sur le champ de bataille, un cœur de vingt ans et un bras plein de force ne valaient pas un parchemin verrouillé.

L'aveuglement de ces hommes égarés par les préjugés qui les menaient à leur perte me fit apercevoir du mien. Je maudis l'erreur qui m'avait entraîné vers eux, et, sentant que ma place était dans les rangs que j'avais follement quittés, je revins à cette armée

